

# I'HUMANITÉ



# rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,  
UNISSEZ-VOUS !*

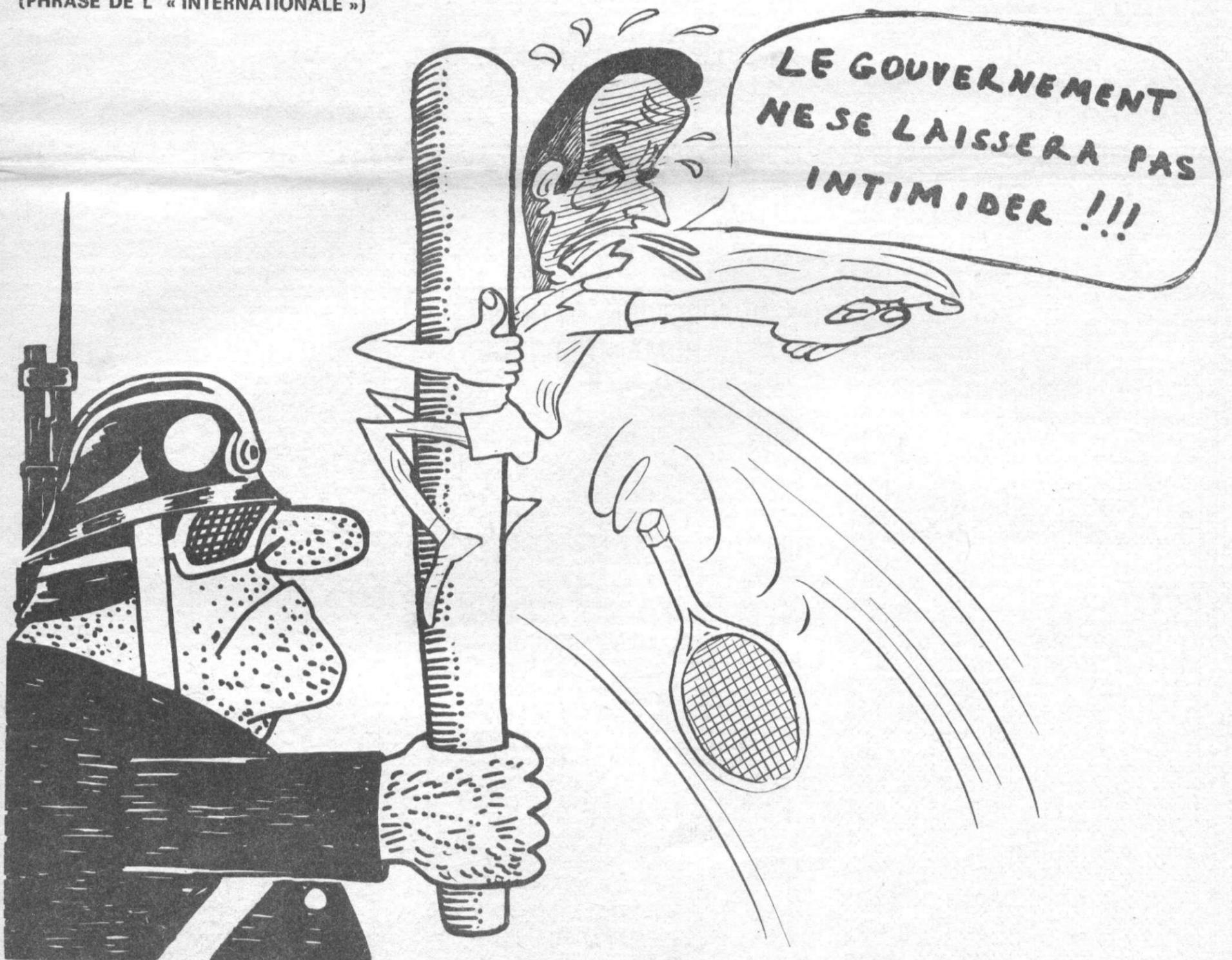
**I F** Boite Postale 134, Paris-20'  
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES  
MARXISTE-LENINISTE  
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS  
ET INTELLECTUELS

1<sup>re</sup> ANNEE N° 36  
JEUDI 27 NOVEMBRE 1969

# OUVRIERS, PAYSANS, NOUS SOMMES LE GRAND PARTI DES TRAVAILLEURS !

(PHRASE DE L' « INTERNATIONALE »)



**LA RÉPRESSION IMPUISSANTE DEVANT LE FRONT UNI  
DES TRAVAILLEURS DES VILLES ET DES CAMPAGNES**

## UNE SEMAINE DE LUTTES



## PROLONGEMENT DES LUTTES

- **THOMSON-C.S.F. A BREST** : grève avec occupation depuis le 13 novembre pour la parité des salaires province-Paris. Les grévistes brûlent la lettre que la direction leur a adressée annonçant qu'elle se réservait de donner des suites « juridiques » à leur action.
- **THOMSON-C.S.F. A ISSY-LES-MOULINEAUX** : depuis 15 jours dans les ateliers de mécanique, bobinage et dans les bureaux de dessin, les débrayages se poursuivent pour l'augmentation des salaires, la mensualisation, etc.
- **MANUFRACTURE A SAINT-ETIENNE** : face aux menaces de lock-out de la direction, les 2300 ouvriers dont un millier de travailleuses décident la grève avec occupation des ateliers et des bureaux.
- **C.E.M.S.E. (construction électromécanique) A SAINT-ETIENNE** : les 150 ouvriers poursuivent la grève avec occupation des lieux de travail.
- **C.A.F.L. (Compagnie des Ateliers des Forges de la Loire) A SAINT-ETIENNE** : suite aux débrayages pour leurs revendications : 6% de rattrapages ; le 13<sup>e</sup> mois ; suppression du travail de nuit, du samedi et du dimanche dans le cadre de la réduction du temps de travail ; retraite à 60 ans ; 1 heure payée par semaine pour l'information des travailleurs ; la direction diminue de 1,4% les primes sur les chantiers blooming et menace de lock-out. Les travailleurs se réunissent en assemblée et décident la grève avec occupation.
- **BREGUET A ANGLET (PYRENEES-ATLANTIQUE)** : le personnel en grève depuis le 7 novembre se rend à Bayonne et manifeste pour l'alignement de leurs salaires sur ceux des ouvriers de Sud-Aviation.
- **POLYMECANIQUE A PANTIN** : à la fonderie, les ouvriers sont en grève illimitée depuis le 4 novembre. Ils ont contraint la direction à un premier recul, celle-ci propose 0,51 F de l'heure mais refuse le paiement des heures de grève, elle vient de proposer une prime de 100 F, si le travail reprenait de suite. Les ouvriers de la fonderie poursuivent leur action et exigent le paiement de toutes les heures de grève.
- **C.E.A. (Commissariat à l'Energie Atomique), CENTRES DE PIERRELATE, MARCOULE, CADARACHE** : l'action par la grève se poursuit contre les 2600 licenciements.
- **C.H.U. (Centre Hospitalier Universitaire)** : les étudiants en médecine entament leur 5<sup>e</sup> semaine de grève. Les C.H.U. de Grenoble et de Strasbourg rejoignent les C.H.U. en grève.

## DIMANCHE 16 NOVEMBRE

- **FERME DE KER-MARIE ANNE (LOIRE-ATLANTIQUE)** : Olivier Guichard, ministre de l'Education nationale participait à une cérémonie d'Anciens Combattants à Dresny-en-Plesse ; de jeunes agriculteurs lui demandèrent de le suivre quelques instants dans la ferme de Ker-Marie-Anne. Pendant plusieurs heures sous une pluie battante, M. Guichard écouta les exploitants agricoles, qui lui firent part de leurs problèmes.
- **BAGUER-MORVAN (arrondissement de Saint-Malo)** : Yvon Bourges, secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères est retenu par une bonne centaine de jeunes agriculteurs qui lui posent de nombreuses questions.
- **LOT-ET-GARONNE** : A Agen, 5000 agriculteurs manifestent contre la politique agricole. On pouvait lire sur leurs pancartes : « A bas les trusts », « Non au plan Duhamel-Vedel », « Priorité des crédits aux exploitants familiaux ».

## LUNDI 17 NOVEMBRE

- **DOCKERS** : dans de nombreux ports, la grève est totale. A Marseille, Sète, Bordeaux, La Rochelle, Le Havre, Rouen, Dunkerque, Nantes ; les navires sont restés immobilisés.
- **RAFFINERIE DE PETROLE DE GRANPUITS (SEINE-ET-MARNE) ; DE GARGENVILLE (YVELINES), DE FEYZIN (RHONE), APPARTENANT AU GROUPE ELF** : grève des ouvriers dits « Postes » pour l'amélioration des horaires de travail et l'augmentation des effectifs.
- **SECURITE SOCIALE, ALLOCATIONS FAMILIALES, U.R.S.S.A.F. DU NORD-EST FINISTERE** : grève des employés qui réclament l'alignement de leurs salaires sur ceux appliqués à Paris.
- **BRETAGNE** : grève des enseignants libres des départements bretons, consécutifs aux retards considérables apportés par l'administration académique au paiement des salaires. Manifestation en direction de la préfecture et du rectorat, stoppée par les policiers.
- **ECOLE DES BEAUX-ARTS A PARIS** : les élèves de l'unité pédagogique d'architecture numéro 6 ainsi que les enseignants font grève pour protester contre les conditions d'enseignements. Ils demandent la création de 40 postes supplémentaires. En fin de journée, une centaine d'étudiants manifestent dans la cour du Palais-Royal.
- **CENTRE DE VINCENNES** : grève pour protester contre l'insuffisance des moyens en personnels mis à la disposition par le ministère. Au cours de l'assemblée générale (800), l'unanimité s'est faite pour accuser le conseil « composé de fantoches et de bureaucrates du Parti communiste » de vouloir briser la grève en vidant la faculté « en « démobilitant » les étudiants.

## MARDI 18 NOVEMBRE

- **ERNAULT-SOMUA A SAINT-ETIENNE ET A CHOLET (MAINE-ET-LOIRE)** : débrayages.
- **ALSTHOM A TARBES** : 2000 ouvriers, employés, techniciens décident la grève avec occupation contre la mise à pied de 8 délégués.
- **NANTES** : 2000 agriculteurs protestent contre la décision du tribunal de Saint-Nazaire condamnant à 2 mois de prison ferme les trois interlocuteurs de M. Guichard. La manifestation s'est déroulée dans le centre de la ville et devant la préfecture.
- **GUERANDO** : sur les murs de la permanence du député Olivier Guichard, on pouvait lire : « Duhamel = vampire », « Ils sont en prison, libérez-les ».
- **USEL, EN CORREZE** : manifestation d'agriculteurs dans les rues de la ville et siège du domicile de M. Chirac, secrétaire d'Etat à l'Economie et aux Finances.

- **JURA** : le pont de la Pyle et la porte de la perception de Salins, murées par les agriculteurs qui continuent à manifester.
- **ARRAS** : 250 jeunes agriculteurs manifestent avec une soixantaine de tracteurs. Ils déversent du fumier et du purin dans les rues de la ville.
- **SOUS-PREFECTURE DE MONTREUIL-SUR-MER, BETHUNE ET SAINT-OMER** : les agriculteurs déversent des remorques de fumier devant.
- **TRIBUNAL DE SAINT-NAZAIRE** : condamnation des trois jeunes agriculteurs, à deux mois de prison ferme. Ils font appel et sont transférés à la prison de Rennes.
- **A.P.C. (société d'azote et de produits chimiques) A TOULOUSE** : 2000 ouvriers et employés manifestent dans les rues de la ville pour s'opposer aux 600 licenciements envisagés pour le 1<sup>er</sup> janvier 1970. Le cabinet du maire est envahi et celui-ci dit qu'il interviendra auprès du gouvernement.
- **BIBLIOTHEQUE SCIENTIFIQUE DU CENTRE ALBERT-CHATELET, 8, RUE JEAN-CALVIN, PARIS-5<sup>e</sup>** : contre la fermeture, les étudiants décident l'occupation.

## MERCREDI 19 NOVEMBRE

- **E.D.F.-G.D.F.** : grève de 24 heures pour les salaires, la réduction du temps de travail. Les forces de répression interviennent au moyen de bulldozers et de chalumeaux dans 15 centres sur les 20 occupés. Ces actes de vandalisme, montrent qu'à la violence réactionnaire, il faut opposé la violence révolutionnaire.
- **USINOR A DUNKERQUE** : débrayage des 5000 ouvriers contre la répression patronale (avertissements, mises à pied, licenciements se multiplient depuis 2 mois). Trois membres de la direction sont bloqués dans leur bureau.
- **SOCIETE NOUVELLE DES ATELIERS DE VENIS-SIEUX (matériel roulant)** : 950 salariés en grève avec occupation pour les revendications déposées depuis le 30 octobre à la direction qui n'ont pas été satisfaites.
- **CORBEIL** : 1500 ouvriers de la S.N.E.C.M.A. et du C.E.A. manifestent dans les rues de la ville contre les licenciements.
- **GARE ROUTIERE DE GARENORD** : les chauffeurs de 70 camions immobilisent leur véhicules sur l'autoroute du Nord pour protester contre le taux excessif de la T.V.A.
- **PLERMEL DANS LE MORHIBAN** : la permanence du député Malgouet (giscardien) est mise à sac dans la nuit de mardi à mercredi, les dossiers ont été éparpillés dans les rues de la ville.
- **DEUX-SEVRES** : le château du député U.D.R., Aymé de la Chevrière et le domicile du « centriste » Fouhier ont été couverts de graffitis.
- **FOUGERES** : 200 agriculteurs manifestent dans les rues pour soutenir un fermier de Saint-Brice-en-Cogles qui réclame la modernisation de son exploitation à sa propriétaire, Mlle Poulpiquot du Halgouet.
- **P.M.U. A PARIS** : 1000 employés en grève illimitée pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.
- **CENTRE CENSIER A PARIS** : des étudiants et des enfants occupent le bureau directorial et le transforment en garderie.
- **FACULTE DES LETTRES A TOULOUSE** : grève des étudiants et de plusieurs unités d'enseignements. Ils protestent contre l'insuffisance de locaux et de maîtres.

## JEUDI 20 NOVEMBRE

- **C.A.F.L.-ONDAINE** : 6000 travailleurs en grève pour 24 heures.
- **S.N.E.C.M.A.** : les travailleurs manifestent devant le siège de la société, 152, bd Hausmann à Paris, contre les licenciements.
- **USINE STAUB (motoculteurs)** : grève de 48 heures pour l'alignement des salaires sur ceux de l'usine parisienne.
- **ANJOU** : un millier d'ardoisiers sont en grève.
- **USINE THOMSON A LAVAL** : les ouvriers se mettent en grève.
- **RENNES** : débrayages sur le chantier de la future patinoire.
- **VALLOUREC A NOISY-LE-SEC** : grève de 4 heures et demi pour les salaires.

## SOUSCRIPTION NATIONALE A L'"HUMANITÉ-ROUGE"

	Francs
TOTAL PRECEDENT	69 300,71
Diffuseur H. R.	24,50
C.D.H.R.	250,00
B. J.	10,00
Q. C.	10,00
J. S.	20,00
C.D.H.R.	150,00
C.D.H.R. (septembre)	150,00
Les amis vençois	20,00
R. S. F.	60,00
C.D.H.R.	112,00
S. L.	40,00
Souscription à La Mutualité Paris	2 915,12
TOTAL GENERAL	73 062,33

Notre article de la semaine dernière a suscité d'excellentes réactions parmi nos militants des C.D.H.R.

Déjà nous avons reçu un courrier intéressant et positif à ce sujet, d'où ressort une volonté enthousiaste de faire triompher une juste ligne prolétarienne dans tous les domaines. Nous n'en donnerons, aujourd'hui, et faute de place, qu'un seul exemple en publiant la lettre du Cercle H.-R. André-Marty (ex-Chevaleret) de Paris.

(On comprendra que pour des raisons de discrétion nous remplaçons certains renseignements chiffrés par des lettres).

Camarades,  
Comme le demande H.-R. 35 voici un bilan de nos activités de diffusion et autres.

Composition du cercle :

En 1969 jusqu'en juin n camarades.

Depuis en plus : n étudiants, n lycéens, n salariés, non ouvriers.

Activités :

Diffusion et travail marxiste-léniniste sur les P.T.T. Austerlitz et la gare Austerlitz (dépôt Sud-Ouest et entretien Masséna, ancienne cellule d'André-Marty d'où le nom du cercle).

Diffusion et contacts sur le marché place Jeanne-d'Arc.

Nombre de points de vente par semaine en tout : en moyenne trois ou quatre.

Résultats :

Vous attachez une importance particulière au nombre d'exemplaires vendus (H.-R. 35) : nos résultats,

- **PREFECTURE D'ALENÇON** : des groupes de cultivateurs distribuent des tracts à la population, « Nous ne voulons pas mourir sur le bûcher du capitalisme », pour expliquer la misère qui sévit à la campagne, la brutalité de la répression et exiger la libération des trotskistes condamnés.
- **RENNES** : dans la nuit une soixantaine de manifestants sont interpellés et convoyés à plusieurs kilomètres de la ville d'où ils sont obligés de revenir à pied.
- **A MILLAU** : 1200 petits et moyens éleveurs de brebis manifestent contre la mainmise des trusts de l'alimentation sur l'industrie du Roquefort et contre l'exploitation dont ils sont victimes. Leurs mot d'ordre : « Cathala (président du syndicat des éleveurs et brebis qui regroupe uniquement les gros éleveurs), halte-là », « Non au paternalisme », « Des responsables élus démocratiquement ».
- **SOUS-PREFECTURE DE CHATEAU-SALINS (MOSELLE)** : les marches de l'escalier disparaissent sous une épaisse couche de bouse de vache. Une pancarte portait les inscriptions : « Jacquou n'est pas mort ». Six jours auparavant, les agriculteurs avaient lâchés des petits cochons au banquet des maires de Sarrebourg.
- **ECOLE PUBLIQUE D'ILLE-ET-VILAINE** : les parents d'élèves refusent de payer la majoration de pension pour les enfants internes.
- **ILLE-ET-VILAINE** : 1900 communaux en grève pour leurs revendications, manifestation en direction de la préfecture, stoppée par les policiers.
- **MUTUALITE AGRICOLE D'ILLE-ET-VILAINE** : grève de 48 heures.

## VENDREDI 21 NOVEMBRE

- **C.A.F.L. A SAINT-CHAMOND** : 3500 travailleurs en grève pour 24 heures pour les salaires, le 13<sup>e</sup> mois, la retraite à 60 ans, suppression du travail de nuit.
- **USINE DE BOUTONS A NICE** : une centaine d'ouvriers occupent les ateliers contre la fermeture de l'usine.
- **OLIVETTI A PARIS** : après plusieurs débrayages, les employés décident la grève illimitée.
- **C.E.A. ET ENTREPRISE PROVENCE-INDUSTRIE DE PORT-DE-BOUC** : à Marseille, plusieurs milliers de salariés manifestent dans les rues de la ville.
- **S.N.C.F.** : les cheminots du service exploitation du Pas-de-Calais sont en grève pour 48 heures.
- **ARSENAL DE RENNES** : contre les licenciements (100) et la menace de fermeture, le personnel occupe l'établissement pendant 4 heures jeudi soir.
- **QUIMPER** : 200 jeunes agriculteurs investissent la salle du conseil général.
- **ALENÇON** : 400 paysannes manifestent dans la ville et exigent la libération des condamnés de Nantes.
- **SAINT-LO** : 700 femmes d'agriculteurs manifestent dans la ville et exigent la libération des syndicalistes en prison.
- **ARRAS** : 500 paysannes manifestent et exigent la libération des condamnés de Nantes.
- **SAVERNE (BAS-RHIN)** : les agriculteurs déversent le contenu de quatre remorques de fumier dans la cour de la sous-préfecture. Ils mettent le feu à de vieux pneus mêlés au fumier.
- **MEURTHE-ET-MOSELLE** : quatre députés ont trouvé leurs portes obstruées au moyen de matériaux divers.
- **FACULTE DES LETTRES A RENNES** : grève pour protester contre les formes de contrôle de connaissance décidées pour cette année et du manque d'enseignants.

## SAMEDI 22 NOVEMBRE

- **DOCKERS** : nouvel arrêt de travail dans les ports.
  - **NANTES ET SAINT-NAZAIRE** : 16000 manifestants ouvriers, paysans, étudiants, enseignants) exigent la libération de leurs trois camarades. Devant l'exigence des masses, la cour d'appel de Rennes ne confirme pas le verdict du tribunal de Saint-Nazaire (2 mois de prison ferme). Elle inflige quatre mois de prison avec sursis aux trois militants paysans.
- Le verdict a été accueilli par les huées de plus de 2000 agriculteurs qui s'étaient rassemblés au champ de Mars à Rennes. Les responsables paysans ont déclaré : « La lutte continue ».

malgré une présence régulière et un style assez militant sont faibles : de l'ordre de x à y exemplaires par semaine, sans compter nos exemplaires à nous.

Pourquoi : voici des hypothèses :

— travail militant à améliorer (au début un style « enthousiaste » avait choqué certains travailleurs) ;  
— difficultés objectives : très fortes habitudes révisionnistes des travailleurs, travailleurs très exploités, immigrés, manque d'argent, de temps et de possibilités pour lire ;

— style du journal mal adapté à ce genre de quartier et aux boîtes : à la fois trop aride (articles longs, écrits serrés) et pas assez clair d'un point de vue de classe, pas assez simple (ce qui ne veut pas dire caricatural). Il faudrait faire des articles centraux sur les formes concrètes d'exploitation : accidents du travail - organisation du chômage - cadences - niveau de vie ouvrier.

Il faudrait aussi des mots d'ordre de lutte concrets en grosses lettres sur la première page, voisins de ceux de l'ancienne Humanité nouvelle.

Les articles qui intéressent le plus les travailleurs ici, sont ceux qui décrivent les luttes dans les boîtes : pas tellement la reproduction des tracts que la description de la lutte elle-même. Ces articles là ne sont pas assez nombreux.

Ci-joint : un exemplaire du journal que nous distribuons. La partie consacrée au Manifeste de 1847 a été élaborée avec un ouvrier de la poste : nous sommes conscients qu'elle prête à discussion ; c'est une expérience. Un petit commentaire sur la manifestation du 15 novembre.

Remarque : les critiques faites ci-dessus sur le style du journal ne veulent pas dire que les articles politiques ou théoriques sont trop difficiles. Ils sont au contraire tout à fait nécessaires. Il faut les compléter par une propagande de classe qui touche les ouvriers.

Les problèmes politiques posés par les articles de fond ne sont pas abordés ici. Nous en avons parlé dans d'autres lettres assez courtes. Nous n'avons pas eu de réponse, sans doute parce que nous n'avons pas dit en même temps combien nous vendions de journaux.

Votre bulletin « Combat ouvrier » a un bon contenu, soutient la « dictature du prolétariat », le « classe contre classe ». Il a été diffusé pour impulser la vente de masse du numéro spécial sur la Révolution d'Octobre, pour faire connaître que notre hebdomadaire publiait une interview de Mme Nguyen Thi-chôn, membre du G.R.P. du Sud-Vietnam et pour populariser notre meeting sur l'Albanie socialiste.

Bravo, camarades, vous méritez totalement le « droit à la parole » dont nous parlions dans notre précédent article.

# ÉDITORIAL

**FRONT UNI DES TRAVAILLEURS MANUELS ET INTELLECTUELS ! FRONT UNI DES PRODUCTEURS DE LA VILLE ET DES CHAMPS !**

**FRONT UNI DES EXPLOITÉS ET DES OPPRIMÉS DEVANT LA MENACE DU FASCISME !**

Front Uni des travailleurs manuels et intellectuels !

Front Uni des producteurs de la ville et des champs !

Front Uni des exploités et des opprimés devant la menace du fascisme !

Des villes et des villages de France une exigence monte des profondeurs de notre peuple : il faut en finir avec le régime capitaliste, d'exploitation forcée que nous subissons.

La minorité dorée qui vit du fruit de l'exploitation de l'homme par l'homme, qui trompe et veut avilir la saine morale de notre peuple par une propagande insultante, relègue les travailleurs au rang de robots et d'esclaves modernes, relègue notre jeunesse dont elle redoute l'éveil, en une armée de chômeurs et domestiques sans métier, transforme les travailleurs immigrés en nouvelle main-d'œuvre déportée devant faire pression sur le « marché du travail », vole la terre aux paysans travailleurs pour la remettre aux « nouveaux seigneurs » de la banque et des trusts.

Cette minorité dorée détentrice du pouvoir actuel, bénéficie seule de l'utilisation véritable, de la jouissance totale des biens matériels du modernisme et de toutes les « libertés » de la « démocratie bourgeoise ». Le temps de vivre pleinement, le droit véritable à la vie n'existent en vérité que pour les exploités.

L'homme et la femme qui travaillent sont demeurés des esclaves salariés. Rien n'a véritablement changé socialement, malgré le développement des sciences et techniques. Par contre, les devoirs, les besoins, les obligations, les impôts, les soucis des travailleurs, des producteurs ont décuplé, alors que leurs droits ont diminué en proportion.

Rien n'a changé et rien ne pourra changer dans le cadre des lois bourgeoises, en régime capitaliste sous la férule des monopoles.

Depuis le 13 mai 1958, les gouvernements du peuple français sont tous sous le contrôle direct des monopoles et des banques. Le président de la République actuel n'est-il pas l'ancien directeur général de la Banque Rothschild ? Mais depuis le 13 mai 1968, le peuple français sait que les jours du capitalisme sont comptés.

Il est faux de prétendre que la situation peut se renverser en faveur d'une démocratie « véritable » ou « avancée » grâce au simple jeu électoral et à la majorité parlementaire. Lénine déjà dénonçait cette ligne de « crétinisme parlementaire ». Cette ligne de trahison des principes marxistes-léninistes a permis en Grèce, comme en Indonésie ou au Brésil, le désarmement idéologique des masses, et par contre-coup, la prise du pouvoir par le fascisme.

En France nous ne sommes pas à l'abri d'une telle aventure. Les récentes mesures d'exceptions, « d'arrestations préventives », de poursuites en « flagrant délit » prises par le ministre de la police à l'encontre des militants de mai, à l'encontre des syndicalistes paysans, des artisans et petits commerçants, des universitaires, etc., montrent que le processus de fascisation est largement engagé.

En effet après avoir dissous le 12 juin 1968 différentes organisations dont le P.C.M.L.F. « responsables » des événements de mai, le pouvoir d'Etat s'attaque aujourd'hui à des syndicalistes paysans dont les attaches sont plus chrétiennes que marxistes, il s'attaque aux artisans et petits commerçants dont les comités de défense avaient comme critère d'action, la justice fiscale. Il s'attaque aux travailleurs électriciens, aux piquets de grève des travailleurs à Paris et les grandes villes connaissent désormais, les rafles surprises dans lesquelles les forces de « l'Ordre Noir » embarquent étudiants et ouvriers, petits bourgeois et badauds vers des centres répressifs — tels Beaujon — ou l'apprentissage de la peur est imposé aux citoyens par des « hommes matraques ».

Mais le peuple français, héritier de la Commune de Paris, fils de la Résistance au nazisme, les paysans travailleurs qui se retrouvent dans le personnage généreux et héroïque de Jacquou (le « croquant »), notre jeunesse en qui vibre

toujours l'appel héroïque de Guy Mocquet, relèvent le défi de la bourgeoisie.

Samedi et lundi les manifestations se sont développées partout, en province comme dans la capitale.

Les jeunes paysans travailleurs ont agi avec une force imposante. Des dizaines de milliers d'ouvriers et d'étudiants se sont joints à eux.

A Paris, à l'appel des marxistes-léninistes, lundi de 19 heures à 19 h 30, mille cinq cent manifestants ont défilé de la Place des Fêtes (19<sup>e</sup>) à Belleville (20<sup>e</sup>), drapeaux rouges et banderoles en tête, en signe de solidarité avec les paysans travailleurs en lutte et contre la répression policière.

A l'issue de cette manifestation-surprise contre laquelle n'a pu être déclenchée aucune intervention répressive, un ouvrier marxiste-léniniste a prononcé une brève allocution pour en souligner le caractère.

La première des conditions pour vaincre la bourgeoisie est d'unir à la base, tous les éléments sains et travailleurs de notre peuple qui composent la multitude des exploités et qui montrèrent leur détermination en mai 1968 malgré les trahisons.

Seul un Front Uni à la base rassemblant les couches sociales opprimées, Front Uni sous la direction clairvoyante de la classe ouvrière — doit et peut rapidement faire un échec aux plans diaboliques du capital.

Seul un tel Front Uni cimenté par des milliers de comités de base, d'usines, de quartiers, de villages, de chantiers — peut et doit rendre victorieux le prochain assaut des masses contre l'hydre capitaliste condamnée par l'histoire.

Seul un tel Front Uni, développé, construit sans sectarisme ni démagogie à la base, sans aventurisme, grâce à des efforts prolongés, peut préserver le mouvement populaire de nouvelles trahisons, resserrer les liens fraternels des exploités, créer le climat propice, le courant irréversible qui conduira le peuple de France à la vraie société nouvelle — au socialisme libérateur — dont la forme première sera la démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat.

Impulsons la poussée révolutionnaire des masses, barrons la route au fascisme, créons partout par nos propres forces des comités ouvriers, paysans, intellectuels.

Vive le Front Uni à la base et dans l'action.

## EXPOSITION ALBANIE

Les 29 et 30 novembre 1969  
(le samedi en soirée également)

44, rue de Rennes — Paris (5<sup>e</sup>)

Organisée par le Centre d'Informations France-Albanie

- 24 grands panneaux de photographies sur la construction du socialisme en Albanie.
- Projections de diapositives.

Entrée gratuite

## FAITES CONNAITRE LA PENSÉE DE MAO TSÉ-TOUNG :

Œuvres du président Mao, en langue française :

- « Le Petit Livre Rouge » des citations ;
- « Sur la Guerre Populaire » ;
- « Les Cinq Articles les plus lus » ;
- « Les Quatre Essais Philosophiques » ;
- Les Œuvres Choies (4 tomes et « Ecrits Militaires »).

**DIFFUSEZ LES BROCHURES CHINOISES :**

- LIN PIAO : « Vive la Victorieuse Guerre du Peuple » ;

Et parmi les derniers titres :

- LIN PIAO : Rapport du IX<sup>e</sup> Congrès du Parti Communiste Chinois ;
- Statuts du Parti Communiste Chinois ;
- Réédition de textes classiques de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung.

**LISEZ PEKIN-INFORMATION**

Hebdomadaire politique international comprenant les principaux articles de la presse chinoise et d'autres importants documents du mouvement communiste marxiste-léniniste international.

Achetez ou commandez ces ouvrages :

- A la librairie « Le Phénix », 72, bd Sébastopol, Paris (2<sup>e</sup>) ;

- Au siège des « Amitiés Franco-Chinoises », 32, rue M.-Ripoche, Paris (14<sup>e</sup>), (dépositaire également du mensuel « Aujourd'hui la Chine »), 1 F.

- A l'H.R., B.P. 134, Paris (20<sup>e</sup>).

**Abonnez-vous...**

Nom .....	abonnement ordinaire :
Prénom .....	20 F pour 6 mois
Adresse .....	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
.....	abonnement pour
.....	l'étranger (par avion) :
.....	120 F par an

C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »  
30226.72 Centre La Source

**MARSEILLE :  
SÉCURITÉ SOCIALE  
LEÇONS D'UN ÉCHEC**

Ainsi que nous le laissons présager, la grève organisée par F.O. à la Sécurité sociale s'est soldée — à Marseille comme dans beaucoup de villes de France — par un échec.

Il n'est pas inutile d'examiner brièvement comment ce résultat a été obtenu. Le syndicat F.O. représentant la majorité (50%) des voix aux élections, et ses revendications étant dans l'ensemble, acceptables par la base, un meilleur « score » paraissait plus plausible. Examinons donc le film des événements qui marquèrent les journées précédant la grève.

**Vendredi 7 novembre, 7 h 30.**

Les militants de F.O. distribuent un tract appelant les employés à la grève pour les 12 et 13 novembre. Réactions des autres syndicats (C.G.T. et C.F.D.T.) : nulle.

**Lundi 10 novembre, 7 h 30.**

Nouveau tract de F.O. précisant les revendications pour lesquelles elle appelle à la grève, et notamment :

- la parité des salaires avec Paris,
- une augmentation de salaire inversement proportionnelle à la hiérarchie (18% à la base, 3% pour les cadres supérieures).

**Là, réaction immédiate de la C.G.T. :**

Dès 11 h 30, ce syndicat sort un tract dénonçant la grève organisée par F.O., qualifiant en substance de démagogiques, les revendications présentées, prenant la défense de la hiérarchie, et s'abritant derrière... la volonté de la base (sic).

Puis à 14 heures, un autre tract C.G.T.-C.F.D.T., parlant de questions sans rapport avec la grève à venir.

Enfin, à 15 h 30, nouveau tract F.O. rappelant la consigne de grève pour les 12 et 13 mais annonçant une prise de contact avec la C.F.D.T. et la C.G.T. (toutes les deux hostiles à la grève). Pendant toute cette période, deux faits sont apparus :

— F.O. ne s'est pas battue pour son mot d'ordre de grève ; son dernier tract a même contribué à accroître l'indécision parmi le personnel ;

— les dirigeants révisionnistes du syndicat C.G.T. ont mené une campagne de bouche à oreille et par tracts, contre la grève. Cette campagne, s'adressant à des travailleurs déjà désorientés par la polémique entre syndicats à la veille d'un mouvement, a trouvé un terrain particulièrement favorable.

Résultat : les 12 et 13 novembre, il y a eu, en moyenne 6% de grévistes ! (maximum à l'U.R.S.S.A.F. : 20%), c'est-à-dire même pas la totalité des adhérents actifs de F.O. !

**Conclusions.**

a) Les travailleurs, même à la Sécurité sociale, ne font pas confiance à F.O. pour mener une lutte revendicative. Le passé de F.O., la politique actuelle de cette centrale rendent peu vraisemblable la soudaine et factice combativité dont elle a fait preuve.

b) La C.F.D.T. a cherché surtout à « coller » à la C.G.T. et n'a pas levé le petit doigt pour empêcher l'échec prévisible de la grève.

c) La direction du syndicat C.G.T. s'est faite bricoussée de grève active. On n'avait pas vu les militants révisionnistes de la Sécurité sociale se dépenser tant depuis longtemps ! Sa défense inconditionnelle de la hiérarchie (plus connue) — a reçu une nouvelle illustration.

d) Les polémiques entre syndicats jaunes et syndicats marrons ont découragé les employés.

e) Plus que jamais, à la question « Comment surmonter cette division entre compères qui paralysent finalement toute action ou la voue à l'échec ? », les militants les plus conscients répondent : « Créons, indépendamment de toute appartenance, le comité de base qui permettra d'impulser la lutte des employés, de mettre les directions syndicales au pied du mur, afin de les contraindre à une guerre qui ne soit pas en dentelles, ou à s'effacer devant ceux qui veulent se battre. »

**VALLAURIS : LUTTE CONTRE UN LICENCIEMENT CHEZ GRANDJEAN-JOURDAN**

Chers camarades,  
Nous vous adressons ci-joint un tract concernant le licenciement arbitraire d'un jeune ouvrier couleur de Vallauris.

D'ailleurs, à ce sujet, la proposition faite, par quelques syndicalistes C.G.T., plusieurs jours après la diffusion du tract, au jeune licencié est assez éloquente : « Tu as eu tort de t'adresser au C.A. Si tu étais venu nous voir, et il est encore temps, nous aurions envoyé une lettre au patron pour lui dire qu'il n'avait pas le droit de te licencier. Tu aurais pu toucher une importante indemnité ! »

Ainsi, c'est clair. On préfère les règlements discrets, dans les coulisses, de syndicat à patron, aux moyens de lutte directe, classe contre classe. On « oublie » totalement que c'est seulement par l'action quotidienne, ouverte, au grand jour, que les ouvriers peuvent réaliser leur unité, peuvent s'éduquer individuellement en confrontant leurs expériences, leurs différents points de vue entre eux et avec les regroupements de paysans pauvres et les intellectuels, enseignants et étudiants. On « oublie » que c'est par de telles actions incessantes, souvent partielles, mais qui peuvent être dures, que les ouvriers s'aguerrissent en vue de luttes plus générales, d'ensemble, de grande envergure, pouvant seules remettre en cause le capitalisme. « Si la classe ouvrière, dit Marx, dans « Salaire, prix et profit », lâchait pied dans son conflit quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même de la possibilité d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure. »

Mais, comme l'ajoute Marx, « les ouvriers ne doivent pas s'exagérer le résultat final de cette lutte quotidienne... Ils ne doivent donc pas se laisser absorber exclusivement par ces escarmouches inévitables que font naître sans cesse les empiètements ininterrompus du capital ou les variations du marché. »

C'est donc justement parce que ces actions quotidiennes et partielles sont insuffisantes, bien que nécessaires, que les militants et syndicalistes révolutionnaires se doivent d'y participer en vue de les approfondir et de les élargir. « Ils ne doivent jamais perdre de vue, comme le souligne Delrué dans son étude « Collaboration ou luttes de classes ? », que l'ennemi principal reste le patron et le pouvoir monopoliste. C'est là le fil conducteur qui mène à dénoncer tous les traîtres ».

P.S. — Nous devons faire notre auto-critique au sujet d'une phrase du tract

en question. Quand nous disons de « ...rejeter les délégués syndicaux qui ne mènent pas la lutte classe contre classe », nous pensons que cette formulation prise telle qu'elle, peut, à juste raison, nous faire taxer de sectaires. En effet, nous aurions dû préciser que le rejet de ces délégués syndicaux ne doit pas advenir avant d'avoir essayé, par l'explication, la persuasion, les nombreuses discussions, de les amener à comprendre la stratégie de collaboration, de capitulation choisie par leur direction et qu'ils s'appliquent eux-mêmes à faire respecter.

C'est seulement une fois ce devoir rempli, qui nécessite de faire les distinctions cas pour cas, militant par militant, que seuls les fanatiques bornés et serviles des directions, constituant en réalité une faible minorité, devront être isolés, progressivement au cours du développement de la lutte de classes.

Les faits : voilà 8 jours un ouvrier potier-couleur chez Grandjean-Jourdan, était renvoyé. Motif : « vous ne travaillez pas assez ! ». Combien gagnait cet ouvrier ? 3,80 F de l'heure.

Ainsi, une fois de plus, sous prétexte de rendement insuffisant, un patron, fort de son pouvoir de propriétaire des moyens de production, jette brutalement un de ses ouvriers à la rue. A Vallauris, vu les rares possibilités de trouver du travail dans la poterie en cette saison, ce travailleur licencié grossira donc le nombre des chômeurs déjà très élevé.

Quelques renseignements sur l'usine Grandjean-Jourdan : en tout 20 ouvriers environ. Trois ont de 65 à 75 ans et touchent 120 F par semaine pour 40 heures de travail ! (non déclarés évidemment). A part 2 jeunes ouvriers d'une vingtaine d'années, les autres ont de 40 à 60 ans, leur salaire moyen s'élevant à 4 F de l'heure. Seuls 2 tourneurs font une bonne paye : 500 f par semaine environ pour 13 h de travail par jour ! A signaler, pour la petite histoire, que les majorations pour les heures supplémentaires n'existent pas. Que, d'autre part, aucune journée fériée non payée. Une « anecdote » précisera mieux encore l'esprit de la petite entreprise Grandjean-Jourdan. Un décorateur, il y a peu de temps, s'est vu placé devant le choix suivant : ou le licenciement ou l'acceptation pure et simple de voir son salaire passer de 7 F à 4,50 F de l'heure !

Il faut savoir qu'il existe deux syndicats potiers à Vallauris : C.G.T. et C.F.D.T. Font-ils leur travail de défenseurs des ouvriers ? Chez Grandjean-Jourdan il n'y a

aucun délégué syndical et pourtant deux travailleurs sont syndiqués C.G.T. Témoignage d'un ouvrier : « Le patron fait la loi, nous n'avons pas de délégué syndical. A ma connaissance, aucun syndicat ne s'est manifesté auprès de nous depuis longtemps pour assurer notre défense ». Les travailleurs potiers de Vallauris sont donc totalement voués à subir, sans moyen de défense légal, la « justice » des patrons. Et pourtant, des syndicats « responsables », « représentatifs », existent. A quoi servent-ils, on se le demande ?

Les camarades ouvriers de Vallauris ont compris ou comprendront bientôt que l'unique façon de se défendre et de lutter efficacement contre le pouvoir oppressif des patrons est de ne compter que sur leurs propres forces, de rejeter les délégués syndicaux qui ne mènent pas la lutte classe contre classe. Tous les camarades ouvriers comprendront aussi de mieux en mieux que la lutte revendicative toute seule ne suffit pas, que, dans ce régime, les améliorations matérielles obtenues ne seront jamais ni sérieuses, ni durables (augmentation incessante des prix).

Le but final de la lutte, l'objectif à ne jamais perdre de vue est la victoire finale de la révolution socialiste, le transfert violent aux mains des travailleurs, des producteurs associés de tous les moyens de production : machines, outils, ateliers et matières premières.

Pour cette victoire, les ouvriers, syndiqués ou non, aujourd'hui organisés en comités de base, en conseils ouvriers, en comité d'action... embryons du futur syndicat révolutionnaire, devront réagir contre tout abus, toute injustice et oppression de la bourgeoisie contre quelque classe que ce soit. C'est là une des conditions pour que les ouvriers acquièrent progressivement une conscience politique révolutionnaire nécessaire au renversement des exploitateurs et à la construction du socialisme.

Réagissons donc tous contre le licenciement arbitraire de l'ouvrier couleur. Luttons tous pour imposer sa réintégration.

Contre la répression patronale ! Contre le régime capitaliste, le régime des exploitateurs !

Pour de meilleures conditions de travail !

Pour la sécurité de l'emploi !

Pour la révolution socialiste !

Tous unis à la base et dans l'action !

Le comité d'action marxiste-léniniste de Vallauris, diffuseur de l'Humanité-Rouge.

**CHEMINOTS : COMMENT LA C.G.T. VA AU DEVANT DES DESIRS DE LA S.N.C.F.**

Les militants syndicalistes du personnel administratif de la S.N.C.F. se souviennent de l'acharnement mis par les bonzes C.G.T. à empêcher ce personnel de bénéficier d'un véritable reclassement. Certes, les autres fédérations n'ont jamais fait de zèle dans la défense de cette catégorie — il est vrai peu combattive. Mais, pour la C.G.T., il s'agit de bien autre chose.

Baptisés « chieurs d'encre », la moindre des revendications de ce personnel « agace » MM. les bonzes-chefs.

Il y a quelque temps déjà, Massabiaux, secrétaire fédéral ne déclarait-il pas, devant témoins, lors de la satisfaction d'une vieille revendication des administratifs (en l'occurrence, l'augmentation de la prime « bureaux ») que « c'était de la confiture aux cochons ».

En novembre 1967, lors d'une conférence technique nationale C.G.T. du personnel administratif, de nombreux militants demandèrent que soit adoptée la revendication du déroulement de carrière de l'échelle 5 à l'échelle 10 (5-7-9-10) au lieu de 5 à 9 (5-7-8-9). Ces militants faisaient valoir que leur filière était la seule à n'avoir bénéficié d'aucun reclassement depuis 1950, que l'on y accédait par concours et non par examen, etc.

Les pontes C.G.T. firent assaut de men songes, de promesses et de pressions pour obtenir qu'une majorité de délégués s'en tienne au programme fédéral, à la fois insuffisant (pas de reclassement) et démagogique (accès à l'échelle 11 par tableau d'aptitude, sans examen — pour les « vieux » agents). Daniel Moreau, secrétaire fédéral expliqua que les administratifs n'étaient pas à plaindre, leur concours étant « de niveau du B.E.P.C., et encore », que les revendications portant sur le reclassement remettaient en cause la « grille des salaires », qu'elles étaient « malsaines », etc.

Un sous-fifre révisionniste, Montell, renchérissant, indiquait que les administratifs étaient bien payés, vu que leur

nombre de ces revendications figurait au niveau culturel était celui du certificat d'études primaires.

La palme devait revenir à un autre ponton révisionniste, Labrune (délégué auprès du directeur), qui reprit tous ces « arguments » sous une forme provocatrice.

Certains initiés se marrèrent doucement, car le cher Labrune était sur le point d'être réformé. Peu de temps après, il devenait secrétaire administratif du Comité d'entreprise de ... Kléber-Colombes.

Les grands caïds de la C.G.T. savent fournir des sinécures à leurs larbins. En échange, ceux-ci sont toujours prêts à accomplir les plus sales boulots. Donnant-donnant.

Pourquoi cette « vieille histoire » ?

Eh bien, parce que depuis novembre 1967, les catégories les plus diverses ont bénéficié de mesures de reclassement (« malsaines dans leur principe » comme dit Moreau), sauf précisément, les administratifs.

Chacune de ces mesures — qui doit pourtant tordre un peu plus la sacro-sainte grille des salaires — a été présentée par les différentes fédérations comme une victoire. Comprenne qui pourra. Mais les administratifs, eux, la trouvent jaunâtre.

D'autant plus que, selon de nouvelles dispositions, à partir de la notation 1969, les attachés groupe V titulaires du baccalauréat « mathématiques » entrant en début de carrière dans leurs filières seront à l'échelle 10 après 5 ans seulement de « purgatoire » à 9.

Un administratif ayant 25 années de pratique (ou plus), continuera, lui, d'avoir son bâton de maréchal à l'échelle 9, de par la volonté conjointe de la S.N.C.F. et des fédérations syndicales, C.G.T. en tête.

Mais la fédération C.G.T. vient, semble-t-il, d'aggraver encore sa position, si l'on en croit du moins sa circulaire du 30 octobre, et cela ne concerne plus seulement, notamment :

Le réajustement de la situation de certaines catégories laissées pour compte (sic) dans les récentes opérations catégorielles tenant compte de la technicité et des responsabilités de la modernisation, et assurant un meilleur paiement de la qualification professionnelle.

Le lecteur d'une telle prose ne peut s'empêcher de se demander comment la C.G.T. a attendu novembre 1969 pour s'aviser qu'il y avait des « laissés pour compte ».

Et que dire de cette « qualification », soudainement reconnue à des gens qui jusque-là étaient considérés comme de « bons à rien du niveau du certificat d'études » (sic) ?

Mais il y a plus grave. La circulaire précise :

La fédération C.G.T. a proposé de classer les diverses fonctions, non plus par échelles, échelons et indices, mais par coefficients. Ce système permettrait une plus grande souplesse dans la classification des grades et faciliterait l'obtention de la garantie d'un déroulement de carrière minima.

L'attribution des indices, dans les boîtes où ce système est en cours, permet d'avoir un atelier ou un bureau où il y a 40 salariés et 40 salaires. Les plus élevés sont attribués à la tête du client. Les syndicats défendant leurs poulains et le patron les siens. Ces compromis se réalisent en commission, sur le dos de la grande majorité du personnel.

C'est cela que la C.G.T. présente comme un progrès.

De son point de vue, elle n'a pas tort. A l'arbitraire national s'ajoutera désormais l'arbitraire des appareils syndicaux, si ces beaux plans se réalisent !

Il n'est que temps que les cheminots, et en particuliers ceux des services administratifs, parias entre les parias, réalisent le danger qui les menace.

A bas les maquignonages S.N.C.F.-syndicats sur le dos des cheminots !

Pour un salaire qui ne soit pas une insulte, unité à la base, pour l'action !

**S.N.E.C.M.A.-CORBEIL : LA LUTTE CONTRE LES LICENCIEMENTS CONTINUE !**

La direction générale de la SNECMA maintient les 755 licenciements prévus pour le 20 novembre.

Mardi 18 novembre, à l'appel des syndicats se tient une assemblée générale des travailleurs. Un tiers seulement du personnel répond à cet appel. La grève de 24 heures est votée à l'unanimité. D'entrée de jeux la C.G.T. propose des actions diversifiées dans les environs immédiats de l'usine. Contre-proposition de la C.F.-D.T. qui demande aux travailleurs de se prononcer soit pour une action dure, soit sur les actions diversifiées à l'extérieur proposées par la C.G.T. Le micro est offert à tous, par la C.F.D.T., qui insiste pour que les travailleurs puissent s'exprimer.

La C.G.T. après avoir entendu un militant de L.O. et un militant P.S.U. se déchaine et refuse d'accorder cette tribune à la base. La C.G.T. occupe alors le micro en permanence et fait remarquer qu'elle a assez de militants pour occuper le micro 24 heures sur 24 (comme au Congrès américain fait-elle remarquer).

Les travailleurs de la base, écœurés de ces manœuvres, retournent aux machines. La C.G.T. en accuse la C.F.D.T. Une heure plus tard la C.G.T. n'entraîne avec elle que 300 travailleurs sur 4 000 chez l'inspecteur du travail, qui avoue dépendre du Préfet.

L'après-midi reprise de l'action. 800 travailleurs de la SNECMA-Corbeil, renforcés par 1 200 travailleurs de la SNECMA-Villaroche se rendent en cortège au Conseil général de l'Essonne pour déposer une motion, ils se regroupent avec les travailleurs du C.E.A. venus également à Corbeil. Pendant le défilé dans Corbeil, les tentatives de « ce n'est qu'un début, continuons le combat » sont couverts par la sono de la C.G.T., avec « un moteur français ».

Les travailleurs ont manqué de combativité c'est certain. La C.G.T. accuse la C.F.D.T. d'être responsable de cet état de fait, en réalité, la C.G.T. aurait intérêt à faire son autocritique, et à reprendre la formation idéologique à la base. Aucun syndicaliste digne de ce nom ne se permettra de dire face à un échec « c'est pas moi c'est lui ». Camarades de la C.G.T., ressaisissez-vous, pendant les journées de grève, créez à l'intérieur même de l'usine une université ouvrière, et servez-vous des enseignements de Georges Politzer.

Enseignez de nouveau la science marxiste aux travailleurs manuels, pour leur donner une méthode de raisonnement qui leur permette de comprendre notre temps et de guider leur action, aussi bien dans leur technique que dans le domaine politique et social. Tant que vous n'aurez pas fait ce travail de formation idéologique, les travailleurs n'auront pas une vue saine et éclairée, ils auront l'impression d'être manipulés et vous n'arri-

rez pas à ébranler le système d'oppression de la bourgeoisie capitaliste. Ne cherchez pas à entraîner les travailleurs dans des actions qu'ils ne comprennent pas, instruisez-les d'abord.

Un syndicaliste prolétarien.  
Suite de l'action le jeudi 20 novembre contre les 755 licenciements. Devant le fiasco de la journée de mardi, la C.G.T. renonce à dénoncer les gauchistes, et s'aligne sur les positions dures de la C.F.D.T. La pression de la base était telle, qu'elle n'avait pas d'autre solution pour recréer l'unité à la base. Les travailleurs décident dans l'enthousiasme de se rendre au 150, boulevard Hausmann, siège social des usines S.N.E.C.M.A., pour manifester pendant que se déroulera la réunion du comité central, présidé par Lamy, P.D.G. Les camarades de Villaroche se regroupent avec ceux de Corbeil au métro Saint-Augustin. Le cortège de 2 500 travailleurs se rend au boulevard Hausmann. Les mots d'ordre sont : « Pas de licenciements à la S.N.E.C.M.A. », « Des crédits pour Concorde », « Un moteur civil ». La combativité augmente de minute en minute. L'apparition des cars de C.R.S. soulève un tollé de cris et de protestations divers. L'approche du 150, boulevard Hausmann étant interdit par la police parisienne, le contact a lieu immédiatement. Les manifestants repoussent le service d'ordre jusqu'au delà du 150. Quelques coups sont échangés, ce qui prouve la combativité des travailleurs en grève. La C.G.T. demande de cesser la pression sur le service d'ordre, les cars de C.R.S. étant à 25 mètres. La pression cesse, notre objectif étant atteint, et le meeting peut commencer. Nous apprenons que la direction a refusé de recevoir les délégués du comité central. Les travailleurs manifestent bruyamment, et obtiennent qu'une délégation soit reçue par « Lamy », P.D.G. Il revient sur sa position et accepte de recevoir les délégués du C.C.E. l'après-midi à 16 heures. Rien encore n'a été obtenu. Le démantèlement de la S.N.E.C.M.A. semble voulu par le gouvernement, seule la combativité de tous les travailleurs de l'aéronautique, sera capable d'obliger le gouvernement à céder. Si les travailleurs faiblissent, cette industrie de pointe, qui a coûté des centaines de milliards au peuple, sera offerte en cadeau aux capitalistes internationaux. Oui, camarade, « ce n'est qu'un début », le combat sera long. Même si ce mot d'ordre ne plaît pas aux responsables de la C.G.T., vous devez imposer votre combat, et surtout ne pas accepter des accords « syndicats-direction » qui ne vous donneraient pas satisfaction. Vous avez su imposer votre volonté aux organisations syndicales grâce à l'unité à la base. Formez un front uni, et les états-majors syndicaux seront obligés de vous suivre sur le chemin du combat jusqu'à la victoire finale, celle du prolétariat sur les capitalistes-impérialistes.

**FACULTÉ DES SCIENCES DE PARIS : VIVE L'UNITÉ DES OUVRIERS ET DES ÉTUDIANTS !**

Depuis 5 ans, la faculté des sciences de Paris (Halle aux Vins) émerge d'une mer de boue où les ouvriers triment dur (Schwartz-Haumont et autres entreprises). Ils sont en butte à l'exploitation féroce, aux délégués chefs et à la répression, redoublée pour les immigrés, les trois quart des 400 ouvriers. D'où à la fois une grande volonté de lutte et une peur paralysante.

Depuis la rentrée, de nombreux contacts ont été pris avec les ouvriers : grâce à l'alphabétisation, et surtout aux descentes quotidiennes sur le chantier à midi, avec tracts, affiches, journal « Chantier Rouge », prises de paroles, discussions multiples. Une idée revenait souvent dans les discussions : « nous venons de terminer le restaur-U. où les étudiants bouffent pour 1,65 F et nous devons nous contenter d'une gamelle ou d'une cantine infecte à 4,30 F ! » Sur ce thème, une agitation de type Front Uni fut développée (prises de parole dans les amphis et au restaur-U., tracts, affiches sérigraphiées, etc.), par les étudiants révolutionnaires. Cela nous valut la sympathie d'une large frange d'étudiants progressistes, malgré les insuffisances. Étudiants-ouvriers, même combat, même table !

Avec ce mot d'ordre, nous orientons nettement la lutte contre les cloisonnements créés par la bour-

geoisie, tant sur le plan idéologique (étudiants : cerveaux, ouvriers : bras) que sur le plan matériel (murs et grillages construits pour séparer chantier et fac). La plupart des ouvriers comprennent le sens principalement politique de l'action et n'en retiennent pas seulement l'avantage matériel (un exemple : des ouvriers arabes qui font en ce moment le Ramadan, donc qui ne mangent pas le midi, ont participé à l'action). A l'assaut des grilles et du restaur-U.

Jeudi 13 novembre, on va sur le chantier en cortège (une bonne centaine d'étudiants) avec banderoles, drapeaux rouges, en chantant l'Internationale. Le grillage est rapidement abattu. Une cinquantaine d'ouvriers, bravant la répression nous rejoignent, et, tous ensemble, aux cris de « ouvriers-étudiants, tous unis », on va manger au Restaur-U. dans l'enthousiasme général. L'ennemi se démasque.

Les petits chefs, à qui il avait été gentiment conseillé de ne pas s'interposer n'étaient plus les seuls à s'affoler. Maintenant, panique chez le ministre, le doyen, les patrons ! Le lendemain, Restaur-U. fermé et des flics en civil par paquets. Quant à la C.G.T., déjà discréditée localement, elle sort deux tracts répugnants, dénigrant l'unité ouvriers-étudiants, parlant de « provocation » (à noter leur mot d'ordre savoureux : « cha-

**SAINT-NAZAIRE : MALGRÉ LES NERVIS DU P.«C.»F. LE FRONT UNI DES TRAVAILLEURS SE RENFORCE**

Un syndicaliste prolétarien.

Dernièrement, les travailleurs nazairiens qui ont derrière eux de longues traditions de luttes de classes, notamment aux Chantiers de l'Atlantique, chez Babkoc, ont vu s'amorcer dans leurs rangs une véritable prise de conscience prolétarienne en ce qui concerne la supercherie des grèves bidon, et la ligne générale de trahison des dirigeants révisionnistes.

C'est ainsi qu'à l'exemple des cheminots de Tours-Saint-Pierre, des usines Leclanché à Poitiers, des usines S.M.I.D.T. à Tours, Voyer, Air-Equipement Blois, des camarades de Rhodiéta, Renault, etc., ils ont décidé de s'organiser à la base entre exploités de toutes tendances, en comptant sur leurs propres forces, sur leurs expériences de lutte.

Jeunes et anciens chrétiens et marxistes-léninistes mènent donc désormais une lutte active au coude à coude, et les explications politiques éclairant la voie à suivre, ne viennent plus, ou de moins en moins, des bonzes syndicaux permanents nourris à la gamelle du capital.

Plusieurs actions énergiques pour la défense des intérêts des travailleurs eurent lieu dernièrement, notamment à Babkoc, avec un certain succès, la volonté d'unité véritable et la confiance se sont renforcées.

Mais cette agitation « non conformiste » n'a pas été du goût de ces messieurs les « bonzes », qui trouveront en dernier ressort qu'un seul moyen pour « redresser » la situation. Faire venir à Saint-Nazaire et Nantes l'un des seuls « leaders » du P.«C.»F. encore quelque peu respecté des travailleurs. Jacques Duclos lui-même. Le « Petit Pâtissier » fut donc mis à

contribution au cours de plusieurs réunions consacrées uniquement « au gauchisme ». C'est ainsi qu'un meeting de Jacques Duclos à Saint-Nazaire regroupa environ 300 membres ou sympathisants du P.«C.»F. qui furent chauffés « à blanc » par le vieux leader qui produisit à cette occasion toutes ses ressources démagogiques. Jacques Duclos était particulièrement furieux, en effet, le matin même de ce meeting intérieur dans un ciné de la ville, une tentative de meeting populaire faite en plein air sur les chantiers de l'Atlantique, s'était soldée par un échec, malgré une intense préparation de propagande, ce fut le vide. Une centaine d'auditeurs seulement. Quand on connaît l'importance des meetings de lutte de classe à Saint-Nazaire, on comprend la fureur de Duclos contre les fameux « gauchistes » qui en fait (et Duclos le sait bien), ne sont rien d'autres que des cadres ouvriers et syndicaux éprouvés, jouissant d'un grand respect et d'une grande autorité auprès des travailleurs — certains d'entre eux comptant 30 ans de vie militante.

Durant ces « péripéties », les jeunes furent à la pointe du combat, plusieurs d'entre eux furent sévèrement « corrigés » par un groupe de nervis du P.«C.»F. furieux de constater la prise de conscience des travailleurs des chantiers.

Le tract que nous avons reçu est la riposte des syndicalistes-ouvriers nazairiens, groupés en un front uni à la base. Front uni dans lequel les marxistes-léninistes jouent indiscutablement un rôle politique sérieux et « responsable », n'en déplaise au « Petit Pâtissier ».

Correspondant C.D.H.R.

**LES TRAVAILLEURS SONT POUR LA LIBERTÉ D'EXPRESSION**

Cette liberté est inscrite en toutes lettres dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, gagnée de haute lutte par nos ancêtres. Nous ne pouvons admettre que des nervis empêchent des jeunes de s'exprimer. Ces soi-disant « Communistes » qui ont laissé tomber bien bas notre drapeau rouge, croient qu'ils peuvent tout se permettre.

Pour nous, ce sont des méthodes déjà connues des Doriot et consorts, sombrés dans le fascisme et la poubelle de l'histoire.

Or, les yeux de la classe ouvrière s'ouvrent et de plus en plus elle rejoint les rangs de son avant-garde marxiste-léniniste.

Les travailleurs sauront voir où sont leurs véritables défenseurs qui ne pactisent ni avec les patrons ni avec le gouvernement.

Nous sommes pour l'unité des ouvriers, paysans, étudiants, artisans, car nous savons qu'il ne dépend que de cela pour que changent nos conditions de vie ; nous sommes pour le dialogue quand celui-ci va vers l'union des classes laborieuses, seul gage de victoire sur le capitalisme que nous, marxistes-léninistes, voulons voir disparaître à jamais.

Unité à la base, dans l'action, pour l'action !

Tous ensemble et en même temps !

Front uni des travailleurs

de Saint-Nazaire.

cun chez soi et tous ensemble contre le patron ». On vit même Lecorre, grand manitou C.G.T. de la Fac, venir expliquer aux ouvriers que « n'est-ce pas, les revendications ne sont pas les mêmes », etc. Il fut copieusement critiqué par les ouvriers et à moitié viré.

Lundi, Restaur-U. ouvert, des flics en civil partout, menace de plainte pour vol. Evitant le piège tendu, nous décidons de reporter l'action, pour pouvoir assurer nos arrières afin qu'il y ait le minimum de risques pour les ouvriers. Les idées nées de la lutte.

Au cours de la lutte, un certain nombre d'idées justes se sont développées parmi les masses, idées dont l'importance dépasse de beaucoup la lutte elle-même.

1. L'esprit d'oser se révolter, d'oser lutter, d'oser vaincre : la lutte paie. La volonté de lutte des ouvriers se renforce, ils reprennent confiance et certains posent la question de l'organisation, en dehors des syndicats, qualifiés par la plupart des ouvriers comme « 100 % avec les patrons » (les délégués combattifs sont systématiquement mutés ou vidés).

2) L'unité travailleurs-étudiants, c'est la lutte, non seulement contre le patron, mais contre tous les patrons, leurs « cadres », leurs flics, leur Etat capitaliste.

3) Quand l'axe politique est juste, on peut débusquer et démasquer efficacement les contre-révolutionnaires. Ainsi les camarades qui faisaient des rassemblements dans le chantier trouvaient devant eux des cibles toutes prêtes : le chef de chantier, l'inspecteur du travail, les flics en civil, le délégué C.G.T., puis le ministère, les étudiants révisos, etc.

4) Cette action de type Front uni, préparée et suivie par des contacts sur le chantier, a révélé la nécessité absolue d'une organisation de classe des ouvriers (de type comité de base) autonome par rapport aux étudiants. Faute de quoi les ouvriers se trouvaient à la remorque de leurs alliés organisés, ce qui est le contraire du Front Uni sous la direction du prolétariat.

5) Cependant, par la richesse des contacts établis — beaucoup d'ouvriers résolus se sont révélés dans la lutte — la propagande et l'organisation se développent dans le chantier : un comité de base ouvrier est en train de naître et de s'atteler à la grande tâche, unir dans la lutte les ouvriers français et immigrés et démasquer le révisionnisme. D'ailleurs une nouvelle bataille pour le Restaur-U., impulsée cette fois à partir des ouvriers organisés est en cours pour arracher la victoire.

# VIBRANT MEETING POUR LE 25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ALBANIE ROUGE

Le 25<sup>e</sup> anniversaire de la prise du pouvoir par les travailleurs albanais a été fêté à la Mutualité dans une ambiance enthousiaste et militante rarement atteinte à ce jour.

La salle décorée par les militants et sympathisants de l'Albanie rouge rehaussait encore l'ampleur de la manifestation. Trois grandes fresques murales représentant Scanderberg, héros national albanais, ainsi que l'unité ouvriers-paysans-intellectuels tapissaient les murs, côte à côte avec six portraits géants de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et Enver Hoxha.

Derrière la tribune où prirent place les orateurs et représentants des délégations amies, un immense portrait d'Enver Hoxha était tendu.

Excellence,

Chers Camarades,

Nous voici réunis ce soir, au cœur de Paris, centre de la pensée et de l'action révolutionnaire du peuple français; réunis pour fêter, honorer, le peuple frère d'Albanie socialiste, dont l'année 1969 est l'année jubilaire du 25<sup>e</sup> anniversaire de sa libération.

C'est le 29 novembre 1969 que le peuple albanais célébrera le 25<sup>e</sup> anniversaire de la libération de sa patrie et du triomphe de la Révolution populaire, l'événement le plus éclatant de sa glorieuse histoire, qui a frayé la voie à la transformation de son pays en un Etat socialiste, libre et avancé, en une citadelle inexpugnable du socialisme en Europe.

Cela a été accompli par le peuple sous la direction clairvoyante marxiste-léniniste du Parti Communiste Albanais ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha et grâce à la lutte légendaire de libération nationale qu'il a menée contre les occupants nazis, fascistes et la réaction intérieure, ainsi que grâce au travail plein d'abnégation et de talent qu'il a effectué et effectué pour l'édification du socialisme par ses propres forces, dans les conditions d'encerclement capitaliste et révisionniste.

Au nom des comités de défense de l'Humanité Rouge, au nom de l'avant-garde marxiste-léniniste de France; nous saluons ce soir avec une grande fraternité prolétarienne, la patrie et le peuple de Skanderberg et d'Enver Hoxha.

Notre journal, dans un récent numéro, pour rappeler les liens d'amitié indéfectible noués entre nos deux peuples, a choisi de publier la lettre adressée par notre regretté Gaston Monmousseau au journal « Zeri i Popullit », en 1959, à l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire.

A 21 h 15, la soirée commémorative commençait par la présentation des camarades participant à cette manifestation ainsi que des invités honorant de leur présence ce mémorable meeting.

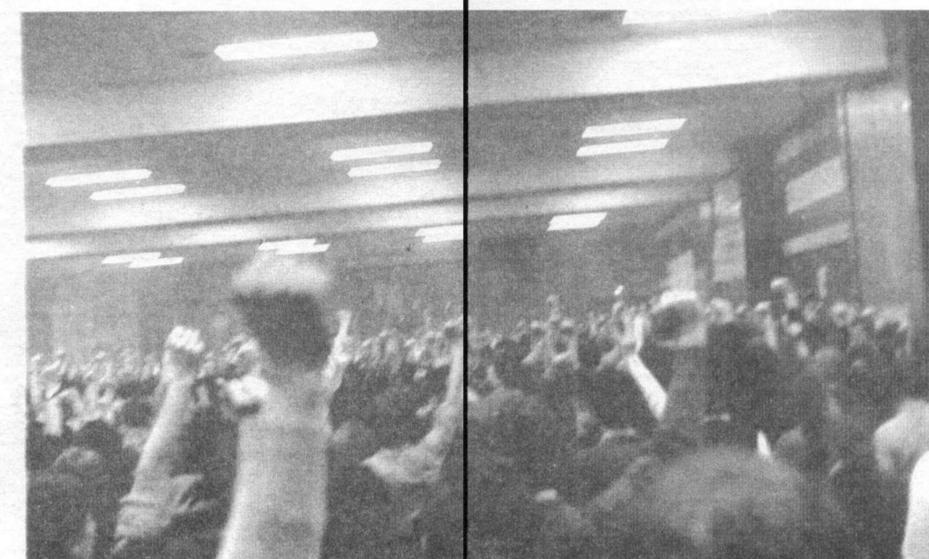
La présidence de cette soirée était assurée par le camarade François Marty, premier Français marxiste-léniniste à s'être rendu en Albanie en 1963 pour combattre le révisionnisme moderne après 35 années de présence dans un parti devenu le parti révisionniste français. François Marty gérant de « L'Humanité-Nouvelle » avant la dissolution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France le 12 juin 1968. A l'appel de son nom, les 2 500 à

Ce que le vieux révolutionnaire avait pu discerner en Albanie, est en grande partie aujourd'hui inscrit dans les faits. L'Albanie, pays des Aigles Partisans, n'avait pas une réputation surfaite.

Camarades albanais, nous avons sur les traces de notre vieux Jean Brécot, visité votre beau pays; les délégations de travailleurs manuels et intellectuels, d'étudiants marxistes-léninistes, ont sillonné votre Patrie de Tirana à Durës, de Vlora à Pogradec, et d'Elbassan à Berat. Nos jeunes ont marié la pioche sur la voie ferrée de Fier avec vos brigades enthousiastes. Ils ont goûté vos fruits de l'été et bu le vin de l'amitié. Ils ont appris vos chants magnifiques dont vos montagnes se font l'écho et qui retracent la lutte héroïque d'un peuple d'acier pour son indépendance, et sa liberté, et pour le socialisme.

Tenant d'une main la pioche et de l'autre un fusil, l'Albanie constitue, réellement, sérieusement, véritablement un monde nouveau à l'échelle d'un peuple. Elle est devenue le « phare du socialisme en Europe ». Sans doute faut-il voir dans cette détermination inflexible à suivre la voie révolutionnaire, la voie marxiste-léniniste, une longue tradition, une longue expérience de lutte implacable et permanente pour l'indépendance et la liberté.

Le vénéral président Ho Chi-minh disait que rien n'était plus précieux pour un peuple que l'indépendance et la liberté. Et le président Mao Tsé-toung, Lénine de notre époque, nous enseigne qu'en dernière analyse, la lutte pour l'indépendance nationale est une lutte de classes. Cet esprit d'indépendance et cette unité fraternelle forgée au prix des plus lourds sacrifices, le peuple albanais les possède au plus haut degré, il en est conscient et fier à juste titre.



La salle, poings levés

riels; afin qu'ils puissent déraciner à jamais ce qui a été cultivé dans la conscience des hommes depuis des millénaires; c'est-à-dire depuis la naissance des classes dans la société humaine. Ce qu'ils appelaient « l'Hydre aux mille têtes » et qui se manifeste sous la forme d'égoïsme, de l'envie, de l'esprit de vengeance, de l'intrigue, du mensonge, de la paresse, du goût de la quiétude personnelle, de la vaine gloire, de l'arrogance, de la présomption, de la violation des principes du travail, de la servilité, du conformisme, de l'indifférence, du bureaucratisme, etc., en un mot tous les sentiments étrangers à la morale prolétarienne, en un mot la part de négatif que l'homme traîne derrière lui encore tel un boulet et qui risque à tout instant de faire basculer dans le camp de la bourgeoisie toute société révolutionnaire, telle hélas la glorieuse Union Soviétique après la mort de Staline et la trahison de Khrouchtchev.

Avec la grande Chine rouge du président Mao, l'Albanie socialiste a saisi toute la grandeur, la portée et l'ampleur des problèmes qui se posent devant les révolutionnaires de notre époque, afin que nos citadelles ne soient prises par l'ennemi de classe ni de l'extérieur, ni de l'intérieur, afin que nos hommes communistes, bon combattants prolétariens ne succombent pas aux balles enrobées de sucre, afin que l'enthousiasme nécessaire aux grandes causes soit durable, parce que la conviction, la confiance et l'éducation marxiste-léniniste, ne dégèrent pas.

La jeunesse albanaise voit se poser devant elle la grande tâche historique d'être porteuse du flambeau de la révolution. Il est capital non seulement pour elle-même mais pour toute l'humanité progressiste que cette jeunesse reste dans sa pureté actuelle; c'est-à-dire préservée des pourritures bourgeoises. Ce que la presse bourgeoise réformiste, révisionniste ne dit pas aux travailleurs, à la jeunesse de France, c'est que de tous les pays socialistes d'Europe, l'Albanie est le seul où se déroule une telle entreprise sur le plan humain et culturel... L'Albanie est le seul où peuple et parti sont liés comme les lèvres et les dents, comme l'os et la chair. Ce que les réformistes ne disent pas c'est que la R.P.A. est le seul pays qui n'ait pas été souillé par la drogue et les « yéyés », les combines malsaines, le commerce pornographique, la littérature et l'art décadent.

Ce que ne disent pas les Kautsky modernes, c'est qu'en Albanie, l'enthousiasme populaire pour le socialisme est direct et visible, à l'état pur, dirons-nous.

Pour nous, militants communistes marxistes-léninistes, il rappelle d'une façon poignante cet enthousiasme qui nous soulevait voici 20 ans, quand « Les lendemains qui chantent » de Gabriel Péri ou « Le Parti des Fusillés » ou « Les Fils de la Commune » étaient plus que des mots, mais des fresques historiques frémissantes de vie et respectées de tous.

Que l'Albanie soit ce seul pays où les responsables aient pu emmener le peuple de l'épopée des maquis à la grande confrontation révolutionnaire actuelle, est significatif et doit faire réfléchir chaque communiste, chaque combattant prolétarien.

A l'occasion de l'année jubilaire 1969, le C.C. du P.T.A. et le conseil des ministres de la R.P.A. ont pris un certain nombre de décisions d'ordre économique qui étaient contenues en projet dans le plan quinquennal d'édification, projets et réalisations qui furent débattus au cours du 5<sup>e</sup> Congrès du P.T.A. auquel assistait notre délégation marxiste-léniniste française à Tirana en novembre 1966.

A partir du 8 novembre 1969, l'Etat albanais supprime totalement le système des impôts pour les citoyens afin que le revenu des travailleurs soit exempt de toute mutilation, assurant ainsi une économie annuelle de 9 millions de leks à la population.

# POUR LE 25<sup>e</sup> ANNIVERSAIRE DE L'ALBANIE ROUGE

3 000 personnes présentes se lèvent et de vives ovations acclament son nom.

A côté de François Marty se trouvaient des collaborateurs de « L'Humanité-Rouge », des camarades ouvriers tels que Raymond Casas (à l'appel de son nom de longues et chaleureuses ovations répondent). Les représentants diplomatiques de la République populaire d'Albanie, conduits par son Excellence Javer Malo, ambassadeur à Paris; au premier rang dans la salle, le Premier attaché culturel de l'ambassade de la République populaire de Chine, Liou et les représentants de la République Démocratique du Vietnam furent longuement ovationnés. Les noms de Enver Hoxha, Mao Tsé-toung furent scandés à

Ce fut vrai sous tous les cieux, car là où il y a oppression il y a révolte, et ce fut vrai particulièrement sous le ciel d'Albanie, mineurs et professeurs, étudiants et paysans, bergers et pêcheurs albanais devinrent autant d'Aigles Partisans. L'épée de Scanderberg jetée par-dessus bord par les despotes sans principes, fut reprise par les communistes albanais. Le peuple albanais sortit de son sein des hommes véritables, qui surent mener de front la lutte pour la libération de la Patrie et la lutte pour l'émancipation totale de l'homme contre les traitres féodaux exploités.

Le 8 novembre 1941, dans un quartier pauvre de Tirana, sous la protection de la classe ouvrière, fut créé l'outil indispensable à la victoire: le Parti Communiste Albanais — parti de type nouveau — parti marxiste-léniniste.

La lutte de libération nationale revêtit alors la forme d'une grande insurrection populaire, dirigée par un Conseil général de la Libération; par un état-major général qui fusionna tous les détachements de partisans en une puissante Armée de Libération Nationale.

L'Italie fasciste capitula le 8 septembre 1943. Après la victoire historique de l'Armée Rouge à Stalingrad et la capitulation de Badoglio, fin 1943, le peuple albanais aligna face aux occupants hitlériens, 20 000 combattants, armés, équipés, éprouvés, tenant tout le relief, c'est-à-dire l'essentiel du pays. Cette armée populaire était appuyée par autant de membres des groupes d'autodéfense des villages et des villes occupés par l'ennemi.

Tirana fut libérée par l'Armée de Libération Nationale au cours d'une bataille qui dura 19 jours, du 29 octobre au 17 novembre 1944. Les hitlériens, pris au piège des partisans d'Enver Hoxha, de Memeth Shehu, de Bakir Baluku, laissèrent 5 000 hommes sur le terrain, au terme de ce combat.

Le 29 novembre 1944, l'Albanie tout entière était libérée par ses propres forces, y compris la province albanaise du Kosovo, restée sous administration yougoslave. Partisans albanais et yougoslaves participèrent au coude à coude à la libération du Monténégro, de la Bosnie, de l'Herzégovine.

En octobre, dans la ville de Berat libérée, se réunit le Conseil Antifasciste de Libération Nationale, qui convertit

plusieurs reprises ainsi que « F.N.L. vaincra ! » repris par la salle entière, debout, le poing en l'air.

Nous essaierons de publier l'intégralité des interventions dans la mesure de la place disponible. Celle d'ouverture de François Marty fut particulièrement émouvante et frénétiquement applaudie. Ensuite, trois jeunes firent des relations de voyage tout à fait passionnantes. Enfin l'intervention de Raymond Casas, ouvrier métallurgiste clôtura les discours. « L'Internationale » jaillit de toutes les poitrines dans un enthousiasme extraordinaire. Le couplet contre le révisionnisme fut chanté tandis que s'élevait une forêt de poings en signe de salut révolutionnaire au peuple frère albanais.

Les 2 500 personnes réunies en meeting à Paris à l'occasion du 25<sup>e</sup> anniversaire de la libération de l'Albanie, envoient leur salut chaleureux et fraternel au peuple albanais, au Parti du Travail, au camarade Enver Hoxha.

Au moment où dans le monde entier les peuples se dressent contre l'impérialisme et le capitalisme pour en finir avec l'exploitation et l'oppression, nous saluons le peuple albanais intrépide qui va de victoires en victoires dans l'édification socialiste et montre la voie à tous les peuples en lutte.

Au moment où la classe ouvrière et le peuple français intensifient leur lutte contre la bourgeoisie monopoliste et pour la révolution socialiste, nous saluons l'Albanie comme le ferme soutien de notre lutte, comme le phare du socialisme en Europe.

Au moment où l'Albanie est encerclée par la Grèce fasciste, la Yougoslavie titiste et les nouveaux tsars du Kremlin, nous assurons le peuple albanais que le peuple français ne soutiendra pas, ne soutiendra jamais une guerre d'agression contre l'Albanie socialiste.

Au moment où dans tout le pays, les 2 millions d'Albanais célèbrent le 25<sup>e</sup> anniversaire de la libération de leur pays, le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'établissement du pouvoir des ouvriers et des paysans, les participants au meeting tenu à Paris à l'appel du journal marxiste-léniniste, l'Humanité Rouge, crient à l'unisson avec les 2 millions d'Albanais :

Vive le 25<sup>e</sup> anniversaire de l'Albanie socialiste !  
Vive le peuple albanais indomptable !  
Vive le Parti du Travail !  
Vive le camarade Enver Hoxha, grand dirigeant du Parti du Travail et du peuple albanais !  
Vive l'amitié entre le peuple albanais et le peuple français !  
Vive le marxisme-léninisme !  
Vive le socialisme !  
Vive le communisme !



Le camarade Raymond Casas pendant son allocution

La lecture de cette lettre ce soir, en ce lieu, sera pour nous, un rappel, une leçon, un encouragement.

Paris, le 26 novembre 1959.

Chers camarades et amis,

Si je vous adresse ces quelques mots à l'occasion du 15<sup>e</sup> anniversaire de l'Albanie, ce n'est pas seulement pour obéir au besoin d'affectueuse fraternité que doit ressentir tout militant ouvrier envers le vaillant peuple d'Albanie en raison de ses justes et victorieux combats contre l'oppression et sa marche vers le communisme; c'est aussi que je garde le souvenir ineffaçable du très beau séjour que j'ai fait dans votre magnifique Patrie, voilà quelques années.

Déjà, je voyais se profiler devant mes yeux les changements considérables qui font de l'Albanie l'un des meilleurs exemples de clairvoyance, de courage et d'audace pour réaliser à l'échelle de l'Albanie le plus bel idéal que l'homme puisse rêver.

Ce n'est pas toujours et pas seulement par ses dimensions géographiques qu'un pays atteint à la grandeur, c'est par un régime capable d'assurer la liberté, la paix et la prospérité par l'effort et l'initiative du peuple et pour le peuple. Vous en donnez une preuve saisissante et combien émouvante pour moi, qui combat depuis bientôt un demi-siècle pour que ma Patrie s'élève, elle aussi, au niveau de la véritable grandeur.

Gaston Monmousseau.

C'est pourquoi, loin de connaître les vicissitudes, les erreurs, et les drames de certains pays frères, victimes du révisionnisme moderne, le peuple albanais peut actuellement accomplir sa propre révolutionnarisation; former et tremper un homme nouveau, dans une économie nouvelle. Nous avons beaucoup apprécié les thèses et articles des camarades Enver Hoxha et Mehmet Shehu, consacrés à ce sujet. C'est qu'en effet, pour nous, travailleurs, communistes, marxistes-léninistes, les révolutions politiques et économiques dans le monde, même entraînés et organisés par le puissant moteur des thèses marxistes, ne sauraient être durables, si la société populaire qui naît de telles révolutions, n'entame pas avec énergie, avec enthousiasme et lucidité à la fois, l'un des stades historiques les plus importants de la construction du socialisme, c'est-à-dire la révolutionnarisation de toute la vie du pays.

Nos camarades albanais ont su adapter aux conditions spécifiques de leur patrie, les principes marxistes-léninistes désormais connus de cette révolutionnarisation de l'homme. Afin que leur société ne revienne jamais en arrière et ne change pas de couleur; afin que l'idéologie socialiste véritable écrase à jamais l'idéologie bourgeoise, que l'intérêt général prime sur l'intérêt particulier, afin qu'une nouvelle classe sociale, issue de l'appareil révolutionnaire, ne s'érige jamais en classe dominante, afin que leur société fraternelle ne connaisse pas la ruée aux traitements élevés, à l'argent, aux avantages maté-



Décoration de la salle : Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung et Enver Hoxha

le Comité Antifasciste en Gouvernement Démocratique de l'Albanie, ayant à sa tête le camarade Enver Hoxha.

Une « déclaration des droits des citoyens » fut adoptée. Elle garantissait les droits et libertés démocratiques; l'égalité devant la loi, la liberté de conscience, de réunion, d'expression, d'organisation et de presse, l'égalité en droits de la femme et de l'homme, qui n'existaient absolument pas auparavant, le droit au vote secret, égal, direct, universel à tous les citoyens âgés de 18 ans. Le droit à l'instruction, etc.

La déclaration des droits des citoyens est l'un des premiers documents constitutionnels fondamentaux du nouveau pouvoir démocratique populaire.

Cette victoire que nous commémorons aujourd'hui, les camarades albanais l'ont payée d'un lourd tribut: 28 000 martyrs, 86 000 personnes tuées, mutilées ou déportées, mais 70 000 fascistes morts ou vifs restèrent prisonniers de leurs montagnes. Les partisans avaient arraché à la machine de guerre infernale des nazis 2 100 blindés et véhicules, 4 000 mortiers, canons et mitrailleuses, rasés 216 de leurs dépôts.

Le peuple albanais comptait 1 200 000 citoyens à l'époque. Gaston Monmousseau avait bien raison de dire que ça n'est pas seulement par ses dimensions géographiques

qu'un peuple atteint à la grandeur.

Nous, qui continuons le Parti des Fusillés, nous saluons la mémoire des Guy Mocquet et des Timbault d'Albanie. Jurons, camarades, de rester fidèles à l'idéal humain pour lequel ils tombèrent; éduquons notre jeunesse dans cet esprit que des milliers et des milliers de martyrs ont donné héroïquement leur vie pour les intérêts du peuple. Levons bien haut leur drapeau, avançons dans la voie tracée par leur sang.

Toute lutte comporte des sacrifices. Associations à notre hommage présent nos frères héroïques du Vietnam dont l'exemple galvanise la jeunesse révolutionnaire du globe. Renforçons nos liens d'amitié, de solidarité, de fraternité entre les peuples révolutionnaires.

Unissons les forces marxistes-léninistes dans les luttes de principe, dans les luttes de classes.

Inspirons-nous de la fermeté, de la lucidité, de l'exemple du peuple frère albanais.

Il n'est d'invincible que ce qui naît et se développe.

Notre cause est juste. Ensemble nous vaincrons!

Vive le 25<sup>e</sup> anniversaire de la libération du peuple frère albanais!

Vive le P.T.A. avec à sa tête le camarade Enver Hoxha!

Vive le marxisme-léninisme!

## SUR LE FRONT DES COMBATS PAYSANS

28 ET 29 OCTOBRE 1969 : DEUX JOURNÉES D'ACTION PAYSANNE EN AUVERGNE

## ● L'Auvergne, désert français ou forêt vierge ?

Quel est l'avenir que réserve le pouvoir des monopoles à l'Auvergne ? Que veulent en faire ces deux faux souverains, financiers professionnels, qui sont au centre du pouvoir des monopoles, M. Giscard d'Estaing, du château de Channonat et le cantalou mal-né Pompidou ?

Le référendum a mis en échec de Gaulle et sa régionalisation. Mais les hommes des monopoles appliquent leur dictature et se préoccupent peu de la « démocratie » et des illusions électorales. Le plan de régionalisation et d'aménagement du territoire au profit des trusts sera appliqué quand même, sauf si le peuple y fait obstacle autrement que par des bulletins de vote, finalement bien inefficaces.

Cet « aménagement du territoire » se met tout doucement en place, au profit de qui ? Les structures actuelles sont sabotées, remplacées sournoisement ou au grand jour, question de rapport de forces, entre le peuple et le pouvoir.

Après la suppression de lignes de chemins de fer (870 km pour la région de Clermont-Ferrand, en première étape ; et 10 000 sur 29 000 pour la France), la suppression de services autobus, la fermeture d'écoles, M. Golley, ministre des P. et T., déclare, aussitôt après les manifestations paysannes :

« L'activité insuffisante de certains bureaux de postes impose soit leur suppression, soit leur regroupement », toujours au nom de la rentabilité et du profit, toujours pas des postiers et des petits paysans. On les éloigne de plus en plus des centres vitaux. Avec les chemins et les routes de plus en plus détériorés et mal entretenus, il sera bientôt plus difficile et plus long à un paysan de la haute Auvergne de se rendre à Clermont-Ferrand, qu'à un terrien pour se rendre dans la lune.

Ainsi, la suppression de tous les services publics dans les campagnes et régions rurales, la suppression de tous les éléments de civilisation (routes, téléphone, chemins de fer, écoles, commerces, médecins — même les perceptions qui deviennent non rentables et doivent être centralisées —) restituent l'Auvergne à la sauvagerie primitive.

C'est la mise en place objective des conditions matérielles pour l'organisation du désert, condition première à l'implantation des forêts nouvelles qui rongent sur les fermes inhabitables et rendues artificiellement incultivables, avancent progressivement et silencieusement leurs tentacules à partir des Monts du Forez, des Margerides, du Comté et du massif du Livradois.

Les agriculteurs de la région de Thiers et d'Ambert ne sont cependant pas tellement exigeants. Ils ne réclament pas autre chose que d'être protégés contre le préjudice matériel et moral que leur occasionnent des plantations abusives pratiquées le plus souvent par des « gens qui habitent au diable » et qui n'ont pour seul souci que de « planquer » et faire fructifier leur argent, encouragés en cela par les primes et subventions de l'Etat.

Les dirigeants de F.D.S.E.A. étaient obligés de tenir compte de ce mécontentement grandissant des rudes paysans de la montagne thiernoise et ambertoise. Mais il faut admettre aussi que la F.D.S.E.A. dont l'écho est la F.N.S.E.A. de Debatisse était peu placée pour diriger une action dure. C'est pourquoi Viel et d'autres dirigeants départementaux qui veulent de plus en plus se démarquer du trait Debatisse ont déterré la hache de guerre du Comité de Guéret. Celui-ci était né en 1953 et c'est lui qui eut l'initiative des premiers barrages sur les routes. Aussi lorsqu'on parle de violence paysanne on se réfère immédiatement dans nos régions à ces barrages, qui sont les barricades paysannes, et au Comité de Guéret qui en fut l'initiateur. S'il n'en était ainsi les petits paysans auraient été contraints de passer à l'action d'eux-mêmes, à la base en comptant sur leurs propres forces. Et leur action n'aurait pu être « canalisée » et contrôlée par les dirigeants du Comité de Guéret (les mêmes que ceux de la F.D.S.E.A.) et du M.O.D.E.F.

Ce sont donc les dirigeants départementaux de la F.D.S.E.A., en accord avec les dirigeants syndicaux agricoles locaux qui organisèrent les coupes de bois. Mais en même temps, pour que l'initiative appartienne de plus en plus aux paysans du terroir, il a été constitué un comité de défense et de développement de la région d'Ambert, et les cantons suivants ont délégué un responsable : Arlanc, Ambert, Cunhat, Olliergues,

St-Amant-Roche-Savine, St-Anthème, St-Germain-L'Herm et Viverols.

Nous devons être attentifs à ce comité car c'est de lui que, poussées par la base risquent de partir les prochaines actions, et c'est lui qui doit dans l'étape actuelle avoir notre ferme soutien.

C'est à lui que revient directement l'arrêt du train en gare d'Ambert et les coupes de bois, même si cela a été téléguidé directement par le Comité de Guéret qui en a revendiqué toute la responsabilité.

Dans la nuit du 28 au 29 octobre, des coupes de bois ont été effectuées dans cinq communes : Fournols (hameau de Balance), Sauvessanges, Auzelles, Doranges et à La Chapelle-Agnon. Le caractère de cette action est qu'elle a été opérée de nuit et que sur place ont été laissées des pancartes indiquant des revendications d'autant plus légitimes qu'elles n'ont rien d'extrémistes : « La forêt !... à 20 mètres des limites, à 200 mètres des habitations... ».

Ce qui s'est passé dans la journée du 29 octobre a un caractère de protestation de masse si les actions ci-dessus ont plutôt un caractère de commando.

En effet, le matin du 29 octobre, les paysans de la région tinrent un meeting dans la salle du théâtre d'Ambert. Les paysans étaient résolus et enfiévrés par les coupes de bois qui avaient eu lieu la nuit. Après les différentes interventions, M. Artaud, président du Comité de défense (voir ci-dessus) fit mettre aux voix l'occupation de la gare d'Ambert et la coupe de sapins bordant l'école de Valcivières, proposées par le Comité de Guéret.

Bien entendu les renseignements généraux se trouvaient dans la salle. Il n'y avait rien de secret dans cette action qui se voulait solennelle, publique et de

## ● COLÈRE DES PAYSANS AUVERGNATS

En dépit de la démagogie des cliques opportunistes et social-démocrates du Comité de Guéret, ainsi que du M.O.D.E.F. révisionniste, les banderoles pour la manifestation à Clermont-Ferrand, traduisaient effectivement pour l'essentiel le sentiment des petits paysans.

« Vedel = Duhamel = Debatisse = Trahison ! »

« Réforme du Crédit Agricole = Victoire de Rothschild ! »

« Traîtres à l'Auvergne, traîtres à l'agriculture ; le plan Vedel = désert ! »

« Plus d'argent pour les paysans, mais cent millions pour les Genêts de Palladuc » (1)

« Le plan Vedel : mort pour l'agriculture auvergnate. »

Par contre, un mot d'ordre qui se voulait subversif (appel à brûler les préfectures) était formulé de façon à diviser les paysans d'Auvergne avec les paysans bretons. Cela mérite d'être souligné car cela met en évidence le caractère provocateur d'un Viel (qui hurle avec les loups révisionnistes contre les « gauchistes »), et cela met en évidence sa démagogie. Pourquoi veut-il rendre les petits paysans d'Auvergne jaloux des petits paysans bretons ? Pourquoi Viel cache-t-il qu'il est originaire de Bretagne, breton lui-même, venu en Auvergne pour s'y marier. De par son origine n'aurait-il pas été au contraire le trait d'union naturel entre Bretons et Auvergnats ? Voici la banderole qu'il avait fait mettre :

« Votez gaulliste comme les Bretons ; brûlez les préfectures... et vous serez couverts d'or. »

Nous laissons à nos amis le soin d'en juger.

Dans son discours à Clermont-Ferrand, M. Planché, président de la F.D.S.E.A. du Puy-de-Dôme a eu des mots pour accroître la division, par exemple :

« ... Et pourtant, l'agriculture est encore moins subventionnée que la S.N.C.F. » Paroles ridicules et encore de division. Les paysans ont arrêté un train à Ambert pour vouloir conserver la ligne Vichy-Darsac, à cause de son déficit, disent les monopoles. Les cheminots sont d'accord avec cette lutte d'action directe pour maintenir leur outil de travail (sauf la C.G.T. de Ségué qui a déclaré qu'elle était « contre les sabotages » de cette sorte, de même que contre le pillage des perceptions, des coupes de poteaux télé-

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

phoniques car « faisant partie du bien de la nation » sic !)

Comité de Défense H.R.  
de Clermont-Ferrand.

(1) Palladuc (les flots), village du Puy-de-Dôme de Debatisse (plan d'eau, etc.), subventionné en conséquence de la trahison de ce monsieur, par Giscard et Cie.

# EN AVANT, pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

(11)

## LE CARACTÈRE DE NOTRE RÉVOLUTION (III) LE FRONT UNI

Gagner les masses, gagner la majorité du peuple : marxistes-léninistes et révisionnistes ont sur ce point des conceptions diamétralement opposées. Les révisionnistes pensent en effet que l'on peut gagner au socialisme la grande majorité du peuple avant même que le prolétariat ne soit au pouvoir. Les marxistes-léninistes par contre n'oublient pas la dictature qu'exerce la bourgeoisie tant qu'elle est au pouvoir ; maîtresse des moyens matériels de propagande et d'information par lesquels elle impose son idéologie comme l'idéologie dominante, ayant à sa solde une armée d'idéologues et de politiciens, la bourgeoisie aura toujours la possibilité tant qu'elle a le pouvoir de tromper d'assez larges fractions du peuple ; ces fractions, avant tout les classes petites bourgeoises, le prolétariat ne pourra les gagner solidement que lorsqu'il sera au pouvoir et aura les moyens de les éduquer. Ceci dit les marxistes-léninistes pensent qu'il est possible pour le prolétariat de se faire des alliés, mêmes vacillants et passagers, parmi les classes petites bourgeoises avant la prise du pouvoir.

Sur ce dernier point les marxistes-léninistes se séparent des dogmatiques de gauche qui affirment que le prolétariat n'aura aucun allié avant la prise du pouvoir. S'il en était ainsi le prolétariat n'aurait absolument pas besoin de réaliser un front uni pour prendre le pouvoir. Ces deux conceptions fausses (révisionniste et dogmatique) doivent être combattues si l'on veut avoir des idées correctes sur la question du front uni.

### I. — LE PROLETARIAT NE PEUT SE FAIRE UN ALLIÉ SUR DE LA PETITE BOURGEOISIE QU'APRÈS AVOIR PRIS LE POUVOIR

Les révisionnistes, d'une part, élargissent le front uni jusqu'à y faire entrer des ennemis du peuple : nous avons vu lors de l'analyse des classes faite dans les numéros précédents qu'il y avait parmi les salariés des bourgeois. Parler d'un bloc des salariés comme le fait le P.C.F. c'est compter ensemble des exploités et des exploités. Mais il y a plus. Il ne suffit pas d'analyser les conditions objectives d'exploitation, de travail, etc., qui rangent telle classe dans le peuple, dans les alliés objectifs du prolétariat. Il faut aussi déterminer ce qui permet de les ranger dans les alliés subjectifs. L'immense majorité des classes petites bourgeoises a des intérêts objectifs à être des alliés du prolétariat ; mais l'idéologie de ces classes, l'alliance entretenue depuis des années par la bourgeoisie avec elles, fait qu'il est très difficile de dire quelle fraction sera l'alliée du prolétariat avant la prise du pouvoir. Cela le révisionnisme feint de ne pas le savoir et affirme péremptoirement « que les conditions nouvelles peuvent permettre à la classe ouvrière de gagner la majorité du peuple » (rapport introductif de Waldeck Rochet au Manifeste) et que « la première condition (pour le passage pacifique au socialisme) est que la majorité de la nation laborieuse soit gagnée à la cause de la transformation socialiste de la société ».

Si la bourgeoisie pouvait être isolée à ce point, si elle ne trompait plus personne, si les couches arriérées du peuple qu'elle enrôle dans ses forces de répression rejoignent le prolétariat, alors il n'y aurait que les bourgeois pour tirer sur les ouvriers et la lutte armée serait vite terminée si même elle éclatait jamais ! Mais c'est oublier que la bourgeoisie exerce sa dictature, qui a pour but 1°) de réprimer le peuple par la violence ; 2°) de diviser le peuple, de tromper et d'enrôler certaines fractions du peuple du côté de la bourgeoisie.

Lénine nous enseigne :  
« C'est idéaliser le capitalisme et la démocratie bourgeoise, c'est également vouloir tromper les ouvriers que d'admettre... l'idée que la majorité des travailleurs et des exploités pourrait, dans les conditions de l'esclavage capitaliste, sous le joug de la bourgeoisie - qui revêt des formes infiniment variées et d'autant plus raffinées et en même temps cruelles et impitoyables que le pays capitaliste est plus cultivé - que cette majorité pourrait acquérir une conscience socialiste absolument claire, des convictions et un caractère socialiste à toute épreuve. En réalité ce n'est qu'après que l'avant-garde du prolétariat, soutenue par toute cette classe, la seule révolutionnaire, ou par sa majorité, aura renversé les exploités, les aura écrasés, aura libéré les exploités de leur esclavage et immédiatement amélioré leurs conditions d'existence aux dépens des capitalistes expropriés, ce n'est qu'après et au cours même d'une âpre lutte de classe qu'il sera possible de réaliser l'instruction, l'éducation et l'organisation des masses les plus larges des travailleurs et des exploités autour du prolétariat, sous son influence et sa direction, qu'on pourra les débarrasser de leur égoïsme, de leur division... ».

Lénine « Thèses sur les tâches du II<sup>e</sup> congrès de l'I.C. »  
L'enseignement de la Révolution d'Octobre est le suivant, nous dit Lénine dans « les élections à l'Assemblée constituante » :

« Le pouvoir d'Etat aux mains d'une seule classe, du prolétariat, peut et doit devenir un instrument pour attirer aux côtés du prolétariat les masses laborieuses non prolétariennes, un instrument pour conquérir ces masses sur la bourgeoisie et les partis petits-bourgeois ».

« Pour gagner la majorité de la population à ses côtés, le prolétariat doit premièrement renverser la bourgeoisie et s'emparer du pouvoir d'Etat ; il doit deuxièmement instaurer le pouvoir des Soviets, après avoir démoli à fond le vieil appareil d'Etat, sapant ainsi d'un seul coup la domination, le prestige, l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur les masses travailleuses non prolétariennes. Il doit troisièmement achever de ruiner l'influence de la bourgeoisie et des conciliateurs petits-bourgeois sur la majorité des masses laborieuses non prolétariennes en satisfaisant par des moyens révolutionnaires leurs besoins économiques aux dépens des exploités. »

« C'est ainsi, dit Lénine, que le prolétariat de Russie a conquis sur les socialistes révolutionnaires la paysannerie, et cela littéralement quelques heures après avoir pris le pouvoir d'Etat. Car quelques heures après avoir vaincu la bourgeoisie à Pétrograd, le prolétariat vainqueur a promulgué le « décret sur la terre » et avec ce décret il a satisfait entièrement, d'un seul coup, avec une rapidité, une énergie et une abnégation révolutionnaire tous les besoins économiques les plus pressants de la majorité des paysans, il a exproprié totalement et sans indemnité les grands propriétaires fonciers ».

Ces leçons de la Révolution d'Octobre, Lénine les jugeait assez universelles pour les faire figurer intégralement dans les thèses du 2<sup>e</sup> congrès de l'Internationale Communiste.

### II. — POUR PRENDRE LE POUVOIR, LE PROLETARIAT DOIT AU PREALABLE « NEUTRALISER » LA PETITE BOURGEOISIE

Les révisionnistes ont complètement bradé ces principes fondamentaux. Par eux la révolution n'est jamais à l'ordre du jour car « le prolétariat est isolé », « n'a pas encore gagné de larges fractions de la petite bourgeoisie », etc. Bien sûr, par ailleurs le P.C.F. ne fait rien pour gagner effectivement à la révolution les couches petites bourgeoises qui pourraient l'être. Devant cet abandon complet de tous les principes révolutionnaires des camarades ont tordu la barre complètement dans l'autre sens, appliquant sans esprit dialectique l'enseignement de Lénine : le prolétariat n'a pas besoin d'alliés pour prendre le pouvoir. Une fois qu'il l'a pris, il gagne à lui la petite bourgeoisie. Dans ces conditions la question du front uni n'a plus d'intérêt avant la prise du pouvoir. Et tous ceux qui disent que le prolétariat doit réaliser un front uni avec des fractions de la petite bourgeoisie avant la prise du pouvoir sont des néo-révisionnistes ! Voilà ce que disent ces camarades, certains en toute honnêteté.

En fait, la réalité, ainsi que le marxisme-léninisme, sont plus complexes, plus dialectiques. En résumé, il faut dire les deux choses suivantes en apparence contradictoires :

D'une part le prolétariat se fait de la petite bourgeoisie, un allié sûr, uniquement après la prise du pouvoir ; d'autre part le prolétariat ne peut abattre la bourgeoisie seul, sans alliés parmi les classes petites bourgeoises.

Voilà qui semble contradictoire ! et pourtant écoutons Lénine :

« On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre « fissure » entre les ennemis, les moindres oppositions d'intérêts entre les bourgeoisies des différents pays, entre les différents groupes ou catégories de la bourgeoisie à l'intérieur de chaque pays, aussi bien que la moindre possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fut-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a compris goutte au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain... Et ce qui vient d'être dit est aussi vrai pour la période qui précède et qui suit la conquête du pouvoir politique par le prolétariat. »

Lénine : « Le gauchisme ».

Et Staline ajoute :

« Il est certain que le problème des couches moyennes est l'une des questions essentielles de la révolution ouvrière... »

« ...D'abord elles représentent la majorité ou, en tout cas, une minorité considérable de la population des Etats existants ; en second lieu, elles constituent les importantes réserves où la classe des capitalistes recrute son armée contre le prolétariat. Le prolétariat ne peut garder le pouvoir sans la sympathie, sans le soutien des couches moyennes. Le prolétariat ne peut pas même songer sérieusement à prendre le pouvoir si ces couches ne sont pas au moins neutralisées, si elles n'ont pas encore eu le temps de se détacher de la classe des capitalistes, si elles représentent encore, dans leur masse, une armée du capital. D'où la lutte pour conquérir les couches moyennes, pour conquérir la paysannerie, lutte qui marque comme d'un trait rouge toute notre révolution, depuis 1905 jusqu'en 1917 ».

Staline : « La Révolution d'Octobre et la question des couches moyennes » t. 5

La « neutralisation », première forme d'alliance entre prolétariat et petite bourgeoisie

Le prolétariat ne peut vaincre sans s'être gagné, dans une certaine mesure, la petite bourgeoisie (au moins sous la forme d'une scission entre elle et la bourgeoisie) ; mais ce n'est que lorsqu'il a le pouvoir que le prolétariat peut gagner fermement la petite bourgeoisie. Il n'y a là rien de contradictoire. On ne demande pas à la petite bourgeoisie dans une première étape d'être d'accord avec le prolétariat pour la révolution socialiste. On lui demande simplement de lutter contre la bourgeoisie, de rompre son alliance avec elle. C'est ce qu'on appelle « neutraliser » la petite bourgeoisie.

On voit donc à quel point est importante cette neutralisation (au minimum) et en quoi elle nécessite non pas d'abandonner à elles-mêmes les classes moyennes mais au contraire de faire un travail particulier en leur direction ; Staline nous dit même que cette question (la lutte pour conquérir les couches moyennes) marque d'un trait rouge toute la révolution soviétique.

Lorsqu'à la veille de la révolution, Lénine analyse les raisons qui lui font dire que le moment est venu de lancer l'insurrection armée, la raison principale qu'il avance est que la masse de la paysannerie se sépare de la bourgeoisie, est en train d'être neutralisée :

« ...la réalité nous montre avec évidence que depuis

les journées de juillet, la majorité du peuple a commencé à se ranger rapidement du côté des bolchéviks ».

Lénine : « Lettre aux camarades ».

Car, poursuit Lénine, la majorité des soviets paysans s'est prononcée contre la coalition (1).

« Or, dit Lénine, être contre la coalition c'est en fait suivre les bolchéviks ».

Toute la tactique de Lénine entre février et octobre 1917 consiste à détacher la paysannerie et la petite bourgeoisie des villes de ses chefs socialistes révolutionnaires ou menchéviks, à faire que ces classes rompent avec la bourgeoisie. En octobre cette rupture commence : les classes moyennes et la masse de la paysannerie sont neutralisées. Il s'agit là en fait du début de l'alliance de ces classes avec les bolchéviks. Ce résultat qui rend possible l'insurrection armée du prolétariat, a été acquis au prix d'un important travail, guidé par une tactique complexe, en direction de ces classes intermédiaires. Et si les bolchéviks s'étaient contentés de dire « prenons le pouvoir tout seuls avec le prolétariat, on se préoccupera de ces classes après » le pouvoir lui-même n'aurait jamais pu être pris ».

Par la suite la 3<sup>e</sup> Internationale devait également attirer l'attention sur le travail à faire en direction des couches moyennes :

« En Europe occidentale il n'y a aucune autre grande classe qui, en dehors du prolétariat puisse être un facteur déterminant de la révolution mondiale, comme ce fut le cas en Russie, où la classe paysanne était destinée d'avance, grâce à la guerre et au manque de terre à être un facteur décisif dans le combat révolutionnaire, à côté de la classe ouvrière ».

Mais en Europe occidentale, il y a des parties des paysans, de grandes fractions de la petite bourgeoisie urbaine, une large couche de ce nouveau Tiers-Etat comprenant les employés, etc., qui sont placés dans des conditions d'existence de plus en plus intolérables. Sous la pression du renchérissement de la vie, de la crise du logement, de l'incertitude de leur situation, ces masses entrent dans une fermentation qui les fait sortir de leur inactivité politique et les entraîne dans le combat entre la révolution et la contre-révolution... Conquérir le petit paysan aux idées du communisme, conquérir et organiser l'ouvrier agricole voilà une des conditions préalables les plus essentielles pour la victoire de la dictature prolétarienne, car elle permet de transporter la révolution des centres industriels dans les campagnes et crée pour elle les points d'appui les plus importants pour résoudre la question du ravitaillement, qui est la question vitale de la révolution.

La conquête de cercles assez vastes d'employés du commerce et de l'industrie, de fonctionnaires inférieurs et moyens et d'intellectuels faciliterait à la dictature du prolétariat, pendant l'époque de transition entre le capitalisme et le communisme, la solution des questions de technique, et d'organisation de l'industrie, d'administration économique et politique. Elle porterait le désarroi dans les rangs de l'ennemi et ferait cesser l'isolement du prolétariat dans l'opinion publique.

Les partis communistes doivent surveiller de la manière la plus attentive la fermentation des couches petites bourgeoises ; ils doivent utiliser ces couches de la manière la plus appropriée, même si elles ne sont pas encore affranchies des illusions sitelles bourgeoises. Ils doivent incorporer les fractions des intellectuels et des employés affranchis de ces illusions au front prolétarien et les faire servir à l'entraînement des masses petites bourgeoises en fermentation. »

Troisième congrès de l'Internationale Communiste, thèses sur la tactique (l'attitude à l'égard des couches moyennes).

Mais certains camarades, même s'ils sont convaincus par cette analyse peuvent dire : « nous n'en sommes pas à l'étape où nous devrions songer à « neutraliser » la petite bourgeoisie ; nous n'en sommes même pas à l'étape où nous dirigerions des mouvements de masse importants dans la classe ouvrière. Nous en sommes seulement à l'étape où la jeune avant-garde se renforce, consolide et étend ses liens avec les masses. Alors, dans ces conditions, pourquoi nous préoccuper de la petite bourgeoisie ? pourquoi nous pas concentrer tout notre travail dans la classe ouvrière ? »

Certes nous en sommes bien, camarades, à l'étape que vous dites. Mais nous devons d'ores et déjà avoir ces idées autour de nous ; nous devons aussi préparer des idées claires sur les étapes qui vont suivre et diffuser le terrain parmi les éléments les plus politisés des classes petites bourgeoises par un travail de propagande approprié et aussi, là où cela est possible, par un travail d'organisation. Certes, nous savons que ce travail est nécessairement limité pour le moment ; nous ne devons pas sacrifier pour lui nos tâches principales, chercher à tout prix à organiser la petite bourgeoisie là où manifestement nous ne pouvons encore rien faire. C'est une question d'appréciation et d'esprit dialectique dans la répartition de nos forces.

Mais la nécessité de travailler en direction des classes petites bourgeoises, dans la perspective d'un Front Uni n'est pas née dans notre cerveau ; elle nous est posée depuis mai 68, depuis que des fractions importantes des intellectuels, des paysans et des petits commerçants sont entrés en effervescence. Nous sommes des communistes et nous devons voir loin ; nous ne devons pas nous contenter d'un travail à l'aveuglette, au jour le jour. Nous devons poser des jalons, préparer l'opinion par la propagande et expérimenter parmi la petite bourgeoisie des formes d'organisation afin que, dans une étape ultérieure, nous puissions utiliser l'expérience accumulée, les bases organisationnelles déjà jetées par ce travail préalable.

(1) Gouvernement bourgeois des menchéviks et socialistes révolutionnaires.

# Le 37<sup>e</sup> Congrès de la C. G. T., Congrès des faussaires...

« Le problème de la paix sociale tend de plus en plus à se poser en termes nouveaux. »

« Nos sociétés hautement mécanisées deviennent de plus en plus vulnérables, et une immense usine peut être bloquée par l'arrêt d'un petit atelier. »

« Une fraction de la jeunesse peut trouver dans ces formes d'action « sauvage » un moyen d'expression de sa protestation contre la société. Pour enrayer le développement de ces types nouveaux de conflits, dont toute la population aurait à souffrir, il faut une politique de progrès qui évite à la masse des salariés d'être rejetée du côté des minoritaires révolutionnaires, et il faut un syndicalisme fort, responsable et écouté. »

(Déclaration de Fontanet, ministre du Travail gaulliste (publiée dans « Le Monde » du 11 septembre 1969.)

« Nous avons dit clairement, au cours d'un meeting que si les aventuriers anarchistes, maoïstes, trotskystes, déguisés pour la circonstance en délégués syndicalistes C.F.D.T., parvenaient à dénaturer et à détruire l'organisation syndicale C.F.D.T., pour en faire une secte à leur dévotion, nous serions amenés, durant un temps, à conduire seuls les luttes dans l'usine... »

« L'unité suppose d'abord la confiance entre partenaires, ce n'est pas un accord de façade destiné à cautionner les provocations de l'intérieur par un certain nombre d'agents travaillant à la solde de l'adversaire de classe. »

(Déclaration de Halbeher, secrétaire général du Syndicat C.G.T. de Renault-Billancourt devant le 37<sup>e</sup> Congrès de la C.G.T., Humanité du 19 novembre 1969.)

Si nous avons placé en exergue ces deux citations celle d'un sous-manitou gaulliste et celle d'un sous-bonze révisionniste, c'est parce qu'elles se complètent l'une l'autre. Séguy et Pompidou mettent plus d'art à confectionner leur fausse monnaie. Leurs pâles comparaisons laissent parfois échapper crûment et bêtement ce que leurs maîtres s'évertuent à déguiser. « Il nous faut des syndicats forts pour juguler les révolutionnaires », dit Fontanet. « La C.G.T. s'en charge et comment ! », répond Halbeher. Voire !

Et, en effet, un fantôme aura hanté le 37<sup>e</sup> Congrès de ce qui fut la grande C.G.T., le fantôme de mai 1968, que Marcellin s'efforce en vain d'exorciser à coups de matraques. Ce printemps rouge qui ébranla jusque dans ses fondements, le pouvoir des monopoles, et ce matin du 27 mai 1968 qui vit Séguy cafouillant et bafouillant, conspué par les prolos de chez Renault, — MM. les bonzes révisionnistes tremblent encore rien que d'y penser — Krasucki, habituellement plus habile à lui-même mangé le morceau dans son livre intitulé « Syndicats et luttes de classes ». Il écrit en effet à propos de mai 1968 :

« Ce dont on (l'O.R.T.F., N.D.L.R.) parlait, ce qui se voyait, c'était la Sorbonne, sa pagaie et ses Katangais..., les voitures brûlées, les barricades intempestives, les affrontements inutiles... »

(Non, cette prose n'est pas de Thierry Maulnier, mais du « Camarade » secrétaire confédéral de la C.G.T.)

Page 72 de la même brochure, les jeunes ouvriers, artisans des grèves parties de la base sans la permission de l'auteur sont traités de « bons sauvages » (avec guillemets, « d'ouvriers encore ignorants » et de « classe ouvrière en culotte courte et balbutiante » (sans guillemets).

Qu'on nous excuse de ces rappels. Ils sont indispensables pour juger la politique à venir de la C.G.T., telle qu'elle se dessine au 37<sup>e</sup> Congrès.

## DES STATUTS

### DE COLLABORATION DE CLASSE

Le fait le plus significatif de ce congrès aura été la modification des statuts, présentée par le haut fonctionnaire Berteloot (directeur des impôts). Ce dernier indique sans ambages que la réforme des statuts « élimine... toute une série de conceptions anciennes, dépassées, et se tourne résolument vers l'avenir ». (« Le Peuple », n° 831, supplément).

Quelles sont donc les conceptions éliminées ?

Celle-ci par exemple : (article 1) : « La C.G.T., regroupe... toutes les organisations composées de salariés conscients de la lutte à mener pour la disparition du patronat et du salariat ».

Benoît Frachon précise, parlant de la Charte d'Amiens que :

« Son tort c'est d'être vieillotte et

de ne pas répondre aux questions que les temps nouveaux, les temps d'aujourd'hui, posent devant le mouvement syndical. »

Evidemment ! La Charte d'Amiens, pour imparfaite qu'elle soit, n'ouvre pas la porte à la transition parlementaire vers une démocratie véritable.

A la trappe, la vieille charte ! et le tour est joué.

Les nouveaux statuts, eux, indiquent que la C.G.T. « s'assigne pour but la suppression de l'exploitation capitaliste, notamment par la socialisation des moyens de production et d'échange ».

Socialisation ? Ce mot est comme la fameuse auberge espagnole. On y trouve ce que l'on y apporte. Et MM. les révisionnistes pourront tour à tour dire aux travailleurs : « Nous sommes pour la socialisation, etc., donc pour le socialisme », — et aux capitalistes : « Les références à la suppression du patronat et du salariat étant éliminées il est clair que la socialisation dont nous parlons se situe dans le cadre de l'alternative démocratique », etc.

Cette « alternative démocratique », nous l'avons connue de 1944 à 1947. Les Finlandais la connaissent à nouveau depuis 1966.

Le capital se porte bien, merci, sur les bords de la Seine comme sous l'étoile polaire.

Quant aux salariés, eh bien, s'ils ne sont pas contents, le « syndicalisme fort, respecté et écouté » cher à MM. Pompidou et Fontanet, s'occupera de les faire rentrer dans le rang.

Le même article 1 précise que « la C.G.T. se prononce pour une centrale syndicale unique ». Bravo ! Mais les bonzes révisionnistes et leurs potiches ont fait exclure ou écarter de ses rangs, partout où ils l'ont pu, les militants qui ne marchaient pas à leur baguette. Mieux ! ils entendent dicter à leurs éventuels partenaires en cas de réunification, la ligne qu'ils doivent suivre, les adhérents qu'ils doivent chasser de leurs rangs, les délégués qu'ils doivent choisir. Ce n'est pas nous qui le disons, mais M. Halbeher, écho sonore de son maître Séguy.

Quelle étrange unité est-ce donc là ! A la vérité, la centrale unique telle qu'elle ressort des déclarations et des écrits des dirigeants révision-réformistes de la C.G.T. se composerait de bonzes collaborateurs du capital au sommet et de benî-oui-oui à la base. Cela a un nom, c'est du trade-unionisme à 100 %.

Mais Séguy et Cie rêvent d'un paradis perdu, le « syndicalisme en dentelles, à l'anglaise », tel qu'ils voudraient l'imposer en France, est en train de crever, en Angleterre précisément. Dans ce pays, en Allemagne, en Suède, etc., les bonzes sociaux-démocrates, longtemps cogestionnaires loyaux de l'économie capitaliste ne peuvent plus endiguer les grèves « sauvages », et, dans tous les azimuts, les travailleurs engagent la lutte et remportent la victoire, sans eux et contre eux.

## DES STATUTS DE DEFENSE DE LA NOUVELLE BOURGEOISIE

L'article 25 des nouveaux statuts institutionnalise l'existence de l'organisation distincte pour les cadres et techniciens :

« Les ingénieurs, cadres et techniciens ont, dans la C.G.T., des formes d'organisation adaptées à leur situation professionnelle, sociale et économique spécifique... »

... L'Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens (U.G.I.C.T.)... Pourquoi ? Pour isoler la minorité révolutionnaire existant parmi les cadres, au sein d'un organisme catégoriel, recrutant dans la nouvelle bourgeoisie, sur la base du clientélisme.

Nous exagérons ? Alors, reportons-nous au numéro de janvier 1969 d'« Options », revue mensuelle de l'U.G.I.C.T.

A un ingénieur de l'E.D.F. qui leur écrivait : « La défense de la hiérarchie des salaires me semble, dans notre société, peu socialiste ». Les responsables de l'U.G.I.C.T. répondaient : « Par la hiérarchie, nous défendons le pouvoir d'achat des cadres », c'est-à-dire le sursalaire payé à ceux-ci par les monopoles pour « encadrer » et au besoin réprimer les travailleurs.

« Revendications spécifiques ? » Il n'y a pas de revendications spécifiques au-dessus des classes.

La hiérarchie, c'est 10 F pour le manœuvre, 100 F pour le contremaître et 500 F pour l'ingénieur à chaque augmentation de salaire. Rien d'étonnant qu'une telle conception fasse vomir les cadres et techniciens progressistes qui ne conçoivent leur combat qu'aux côtés de la classe ouvrière.

Mais Séguy et ses complices n'ont que faire de cadres progressistes. Ils préfèrent les chiens de garde.

Si nous insistons souvent sur cet aspect de la politique de la C.G.T., c'est qu'il est peut-être le plus révélateur de ce qu'elle est devenue. D'organisation de lutte de classe, au service de ceux « qui n'ont rien à perdre que leurs chaînes » (Marx), elle s'est transformée en groupe de pression au service des nouvelles couches bourgeoises, dans lequel les prolétaires sont conviés à se battre pour défendre et améliorer les privilèges de ceux qui font suer le burnous pour le compte des monopoles.

## LE MENSONGE

### DE L'« ALTERNATIVE DEMOCRATIQUE »

Bien entendu, Séguy et ses compères ont à nouveau embouché la trompette de l'alternative démocratique. Après avoir ironisé avec une légèreté éphémère sur les rêveurs et les exaltés de mai 1968, Séguy enchaîne :

« Nous ne sommes pas des rêveurs ! Le principal de ces enseignements est qu'il n'y a pas de victoire possible sans unité : unité des forces syndicales, unité de toutes les forces ouvrières et démocratiques. »

Nous constatons que les difficultés auxquelles nous nous sommes heurtés au sommet, en mai 1968 et en mai 1969, n'ont pas disparu.



La « disparition du salariat et du patronat », c'est dépassé !

Les « forces ouvrières et démocratiques » (syndicales et politique), ont brillé par leur absence en mai 1968, mais Séguy n'en a cure. C'est ça ou rien ! Cependant, en une période où les travailleurs redoublent dans leur combat quotidien contre le pouvoir des monopoles et durcissent leurs grèves, il était malaisé à Séguy de prôner ouvertement la « voie pacifique vers le socialisme ».

Mais s'il est discret sur ce point en tant que secrétaire général de la C.G.T., sa position de fond est celle du P. « C. » F., puisque, aussi bien, il est membre du bureau politique de ce parti. Or, les thèses proposées au 19<sup>e</sup> Congrès du P. « C. » F. qui doit se tenir en février 1970, sont immuables :

« Des changements profonds dans les structures économiques et politiques de notre pays » permettent seuls de « sortir de l'impasse de la société actuelle ». La nationalisation et la gestion démocratique des secteurs-clés de l'industrie et des grandes banques et la réforme démocratique de la fiscalité figurent au premier rang des mesures qui permettront une telle évolution. Un « gouvernement d'union démocratique dans lequel le parti communiste assumerait les responsabilités que lui confère la confiance de millions de Français » serait capable de prendre ces mesures qui devraient aller de pair avec l'abandon de la force de frappe nucléaire. Tenant « le plus grand compte des conditions concrètes et des traditions historiques de notre pays », le P.C.F. « estime possible que le passage de la France au socialisme revête une forme pacifique. »

Nous n'allons pas allonger cette étude avec des citations de Marx, Lénine, Staline, Rosa Luxemburg ou Mao Tsé-toung réfutant cette thèse révisionniste. Les travailleurs savent par leur dure expérience combien une telle ligne est sans rapport avec la réalité. Le pouvoir des monopoles, acculé, se débat de plus en plus violemment. Les « forces de l'Ordre » partout présentes, les bulldozers contre les piquets de grève, les arrestations préventives, les matraquages, les expulsions... Le beau passage pacifique que voilà !

En vérité, Séguy et ses complices ne

sont pas idiots. Ce que chacun sait, ils le savent aussi. Ils ne se trompent pas. Ils choisissent ou plutôt ils ont choisi !

Ils sont pour le maintien de l'ordre capitaliste, ordre dans lequel ils espèrent préserver leur place d'interlocuteur privilégié. C'est pour cela qu'ils hurlent à la mort avec un si bel ensemble contre les « maoïstes », c'est-à-dire contre tous ceux qui ont compris et dénoncé leur trahison.

Mais, ils peuvent hurler ! Ils se déchireront la gorge en vain. Ce qu'une poignée de travailleurs commençait à entrevoir en 1961, des dizaines de milliers de travailleurs l'ont compris aujourd'hui. Demain, ils seront des millions...

## LES REVENANTS

Les « choses sérieuses » étant solidement entre les mains des grands bonzes, ceux-ci pouvaient encourager le spectacle « démocratique » d'une C.G.T. ou tout est permis (hors le gauchisme !)

On a donc ressorti des oubliettes Pastre, secrétaire de la fédération du personnel pénitentiaire, et fractionniste chevronné. Depuis 19 ans, il mène au grand jour des tractations de toutes sortes avec d'autres archi-réformistes de son espèce en vue d'aboutir à une centrale à tendances où les révisionnistes d'obédience P. « C. » F. seraient réduits à la portion russe. Son M.S.U.D. (Mouvement Syndical Uni et Démocratique), entreprise typiquement droitiste et fractionnelle a

toujours été tolérée par les manitous confédéraux. Ceux-ci ne connaissent qu'un ennemi « le gauchisme ». On a vu réapparaître le bonze Louis Saillant, rescapé de la F.S.M., l'air de Prague lui étant devenu malsain en raison de ses rapports trop étroits avec les ultras révisionnistes tchèques mis au rancard par l'occupant russe. Saillant, qui fut à la pointe du combat scissionniste contre les centrales de Chine et d'Albanie renforcera encore le caractère réformiste des organismes dirigeants de la C.G.T.

On a même vu un syndicaliste révisionniste se faire applaudir en annonçant que sa fédération allait se désaffilier de la C.G.T. pour faire l'unité avec les syndicats autonomes (sociaux démocrates). Il s'agit de Ravaux, secrétaire du Syndicat National de l'Enseignement Technique.

« Notre proposition s'inscrit donc dans le contexte de ce grand courant qui traverse et vivifie le syndicalisme enseignant. Si nous ne saisissons pas le sens de ce mouvement nous passerions à côté de l'essentiel. »

Quelle est la position du S.N.E.T. ? Que tous les syndiqués sans exception décident ensemble de créer un nouveau syndicat dont ils choisiraient ensemble le sigle, les statuts et l'orientation et la direction également, une direction que le S.N.E.T. ne conçoit pas sans partage. »

Cela n'empêchera pas les bonzes révisionnistes de dire que ce sont les « gauchistes, maoïstes, etc. » qui sapent et cherchent à affaiblir la C.G.T. ! Mais ces bonzes sont prêts à se prosterner pour obtenir l'« unité » avec les amis de Guy Mollet ! Pas d'ennemi à droite !

Séguy ne l'envoie d'ailleurs pas dire : « L'accueil enthousiaste réservé, par le congrès, à la remarquable intervention de notre camarade Charles Ravaux, a, non seulement la valeur d'une approbation et d'un encouragement de toute la C.G.T., mais, encore, il témoigne de quel esprit unitaire les militants de la C.G.T. sont capables dans un cas particulier aussi délicat. »

On a vu aussi réapparaître le débat-serpent-de-mer sur le cumul des fonc-

... Congrès des faussaires (suite de la page 10).

tions politiques et syndicales, ce qui a permis à Frachon de faire un numéro de haute voltige, revendiquant la possibilité du cumul au nom de la liberté de conscience, (etc.) et dans la même foulée, contestent aux « gauchistes » le droit de défendre leurs positions à l'intérieur du mouvement syndical. Ce raisonnement, « je vous demande ceci au nom de vos principes, mais je vous refuse cela au nom des miens » est bien connu. Il est de type réactionnaire à 100 %. Mais les camarades de Donges, en soulevant ce lièvre, ont peut-être pensé qu'en quittant F.O., centrale satellite de la social-démocratie, pour la C.G.T., centrale satellite du P. « C. » F. révisionniste, ils avaient échangé un cheval borgne contre une bourrique. De façon erronée et inconsciente, certes, mais avec sincérité, ils ont posé le problème de fond, qui est l'indépendance du mouvement syndical par rapport aux partis réactionnaires P. « C. » F. compris. Quand il n'y a plus de parti de la classe ouvrière, le mouvement syndical doit se libérer de toute tutelle politique pensent-ils sans doute.

Certes, mais :  
1) Le congrès qui s'achève leur aura démontré que la mainmise révisionniste sur la C.G.T. est un fait irréversible.

2) La lutte contre cette mainmise ne peut être menée victorieusement qu'en liaison avec toutes les forces révolutionnaires, agissant sur les plans politiques et économiques. Ces forces existent à la C.G.T., à la C.F.D.T., dans les organisations paysannes et de commerçants, d'étudiants, lycéens, enseignants.

3) Cette lutte commence à peine. Elle paraît à beaucoup un combat douteux. Pourtant, c'est la seule alternative révolutionnaire valable, à la colonisation des syndicats par les partis réformistes et révisionnistes, tous intégrés à la société capitaliste.

LE CADAVRE DANS LE PLACARD

On a enfin parlé (un peu) de la Tchécoslovaquie, pour réaffirmer les positions déjà connues, de la C.G.T. et du P. « C. » F.

Mais c'est un sujet difficile. Quand Séguy parle de « démocratie véritable », les révolutionnaires dénoncent sa trahison révisionniste. Et les réformistes, eux, pensent à leurs amis Dubcek, Smrkovski, Kriegel et Cie, embarqués pieds et poings liés pour Moscou par les sbires de Brejnev, et maintenant en attente d'un sort encore plus funeste.

Quelle situation inconfortable pour nos bonzes révisionnistes. Les bulldozers et les matraques de Marcellin réfutent leur théorie du passage pacifique — et les tanks de Brejnev réfutent les contes de fée de Carabosse-Waldeck et Merlin-Séguy sur la « démocratie véritable ».

LES BONZES VONT VERS LEUR FIN

C'est pour toutes ces raisons, que, malgré les manifestations d'enthousiasme de commande et les envolées oratoires, ce 37<sup>e</sup> congrès de la C.G.T. aura été celui de la faillite idéologique et de l'incertitude du lendemain.

Miné par ses contradictions internes, démenti par la lutte de chaque jour, l'appareil révisionniste de la C.G.T., impuissant à juguler les combats revendicatifs, s'avère maintenant incapable de les canaliser. Tout lui échappe, même ce qu'il croyait bien tenir en main.

Redoublons d'efforts, camarades, la forteresse révisionniste est bien lézardée. Demain, sur ses ruines, nous reconstruirons une grande centrale unique une C.G.T. fidèle à la ligne de Monmousseau et Sémard, une C.G.T. de lutte de classe, d'où les grands bonzes révisionnistes et réformistes de tout poil, traîtres à la classe ouvrière, seront balayés à jamais.

ge plus moderne de la « vieille maison ». Dès lundi, M. Georges Séguy, pour son premier rapport en qualité de secrétaire général, a montré l'exemple. Il n'a tenu le micro que cent minutes, alors que ses prédécesseurs gardaient la parole pendant cinq heures d'horloge. Ce bouleversement des traditions oratoires, visiblement apprécié par tous les auditeurs, traduit un nouvel aspect de la « rénovation » que la C.G.T. a commencé à mettre en œuvre lors des deux précédents congrès.

Déjà, à Saint-Denis puis à Nanterre, un « designer » invisible esquissait une nouvelle image de la confédération. Les salles de travaux étaient décorées avec une sobriété qui laissait les yeux se reposer sur des couleurs claires, certains rituels s'estompaient quelque peu, celui de la présentation à la tribune des cadeaux offerts par les délégations étrangères ou celui du défilé de grévistes venus d'une entreprise proche et accueillis par des tonnerres d'applaudissements. Enfin, les rapports avec la presse s'amélioraient.

Cette fois, c'est un accueil « de classe » que la C.G.T. a réservé aux congressistes. Le Palais des Sports de Vitry, flambant neuf, a été tapissé d'ocre clair sur lequel se détachent les blanches initiales de la confédération et de stricts slogans.

La règle n'est plus comme jadis de rester vissé à son siège. De tous les halls du congrès, des bars accueillants, on peut en permanence suivre les débats, grâce à un circuit fermé de télévision et à une sonorisation parfaite.

Au-delà de l'immense parc réservé aux voitures, se dresse un gigantesque restaurant de toile. On y accède en traversant une rotonde azurée, également de toile, où les annonceurs de l'hebdomadaire confédéral proposent pour les gestionnaires des comités d'entreprise le dernier cri de la société de consommation en matière de distributeurs de boissons bouillantes ou glacées, de bibliothèques collectives, et force échantillons de biscuits en ration et de cafés lyophilisés, ou encore de cigarettes. Coca-cola, en invoquant la législation du travail, a édité une luxueuse plaquette sous le timbre du congrès.

La traditionnelle soirée à l'Opéra-Comique est remplacée par une réception qu'offre « La Vie ouvrière » pour son soixantième anniversaire, jeudi soir, dans l'un des grands restaurants de l'aéroport d'Orly.

« On aura complètement fait peau neuve, disait un participant, quand on aura abandonné les battements de main rythmés que nous ont copiés les bourgeois. »

J. R.

UN TRAVAILLEUR DE L'E.D.F. NOUS ÉCRIT ...

Camarade,

Le mercredi 19 novembre, une expédition du type fasciste commandée par Marcellin, pénétrait de force dans les sous-stations de l'E.D.F. La presse en a parlé mais caché de nombreuses exactions.

Dans le 17<sup>e</sup> arrondissement, les flics ont découpé la porte au chalumeau, qui s'est écroulée sur quatre voitures de dépannage de l'E.D.F. De nombreux travailleurs refusaient de faire une grève de 24 heures jugeant inutile un tel mouvement limité. Même en dénonçant un tel procédé de lutte, ces travailleurs auraient pu se montrer plus solidaires de leurs camarades grévistes. Cependant, il faut avouer qu'ils ont été dénoncés verbalement comme gauchistes en mai 1968 parce qu'ils réclamaient des réunions de discussions et d'informations politiques, ce qui aurait empêché les bonzes révisionnistes de... jouer aux cartes. A l'arrivée des flics, tous ont arrêté le travail, s'est-

mant en danger avec ces armes près d'eux (ils sont allés le dire au « patron » eux-mêmes sans délégations syndicales). Ils se sont ainsi montrés solidaires vis-à-vis des grévistes qui ne comprennent pas immédiatement pourquoi le gouvernement attaque un syndicat « calme, responsable et pacifique ».

Seule l'unité dans la lutte a fait ce que les révisos n'ont pas pu faire.

Les 25 et 26, nous pourrions assister à une épreuve de force (non violente ou violente) entre le gouvernement et ses S.A. d'une part, et les travailleurs décidés, d'autre part.

De toute façon, les travailleurs sont chaque jour plus décidés et plus mûrs à l'action politique malgré le frein des dirigeants syndicalistes.

Le mot, révisionniste, les faits de plus en plus réfléchir et prendre conscience.

Au revoir et à bientôt, chers camarades.

Un marxiste-léniniste.

ITALIE : LA LUTTE DES CLASSES S'ACCENTUE



Les ouvriers milanais risquent aux provocations policières

La lutte de classe prend en Italie des proportions de plus en plus grandes. Cette semaine encore plus de 12 millions de travailleurs, d'étudiants, de paysans pauvres ont violemment manifesté contre le pouvoir des monopoles. (En Italie comme en France, le capitalisme monopoliste d'Etat opprime les masses laborieuses.) Ces violentes manifestations des masses traduisent, la crise politique et sociale qui a pris le système capitaliste à la gorge, et le durcissement de la prise de conscience du peuple italien.

La vague de grèves qui déferle sur un pays qui connaît la même domination de la bourgeoisie monopoliste que le nôtre va en s'amplifiant de semaine en semaine, les manifestations sont de plus en plus massives, de mieux en mieux organisées, de plus en plus militantes et d'un caractère politique toujours plus prononcé. Quelles sont les raisons de ce déferlement populaire ?

Ce ne sont pas seulement des raisons économiques. Les revendications de la classe ouvrière qui visent à la rénovation des contrats collectifs de travail devant comporter une augmentation du salaire, l'établissement d'une journée de travail type, l'amélioration des conditions de vie des masses, et de la technique de sécurité, s'intègrent à des revendications politiques. Parmi les mots d'ordre les plus souvent avancés par nos camarades italiens, en plus des mots d'ordre sociaux figurent des slogans tels que « L'Italie hors de l'O.T.A.N. », « A bas l'exploitation des monopoles ». Ces manifestations ont donc atteint un profond caractère politique de classe.

La bourgeoisie italienne placée dans des positions toujours plus difficiles, face au précipice de la crise et des coups toujours plus puissants assésés par la classe ouvrière, cherche comme toutes les bourgeoisies à manœuvrer pour conserver ses honteux privilèges. Elle met en œuvre comme en France, ses méthodes classiques d'intimidation, de violence et de représailles. La violence des accrochages entre le peuple et les forces de répression est fréquente un peu partout en Italie. D'autre part, ne pouvant plus faire face à la force irrésistible de la classe ouvrière la bourgeoisie essaie la méthode de la « bienveillance », de la « compréhension », feignant de faire croire qu'elle souhaite que tout se règle de façon pacifique. Les patrons font aux ouvriers des « offres substantielles » mais qui ne sont en vérité que des restes de leur rapine et des concessions mineures.

En Italie comme en France, les sociaux-démocrates, les socialistes et l'aristocratie ouvrière sont les piliers de la bourgeoisie croulante. Dans cette sale besogne de soutien, les monopoles italiens ont trouvé dans la clique révisionniste de Longo un point d'appui fort précieux ce groupe de renégats et de traîtres joue depuis longtemps le rôle de sapeur-pompier et de briseurs de grèves. Ce sont

des spécialistes en la matière, au service de la bourgeoisie, ils sapent la lutte de la classe ouvrière italienne, par leurs slogans pacifistes, comme en France, les révisionnistes de Longo cherchent à aiguiller le mouvement ouvrier vers le trade-unionisme, ils cherchent à convaincre les ouvriers que le capitalisme, italien est devenu « populaire », « raisonnable », etc., c'est pourquoi à les entendre les revendications des masses laborieuses pourraient aboutir d'après eux sans grèves, ni manifestations par l'intermédiaire des négociateurs révisionnistes.

Si les cloches de Saint-Pierre invitent les fidèles à croire au Saint-Père, les cloches des révisionnistes italiens invitent la classe ouvrière à croire à leur prédication de collaboration de classe avec la bourgeoisie.

Longo et les siens cherchent à tromper une fois de plus la classe ouvrière italienne en lui faisant croire que de grands changements s'effectueraient si elle entre dans la coalition gouvernementale (toujours l'électoratisme) comme ont fait leurs prédécesseurs, les socialistes de Nenni portant le parlementarisme bourgeois aux nues. L'un des chefs de file du parti révisionniste italien, G. Amendola, écrivait récemment dans « L'Unita » : « Si nous avons clairement exprimé le problème de la participation au gouvernement c'est parce que nous sommes conscients des intérêts généraux du pays ». Plus loin, il traite de la participation des communistes à une nouvelle majorité de gauche.

Aussi les révisionnistes italiens comme leurs homologues français ne voient le chemin menant à la résolution des problèmes de la classe ouvrière que dans la collaboration de classe encore plus étroite avec les partis bourgeois, c'est une preuve supplémentaire de leur trahison des intérêts de la classe ouvrière.

Mais, comme en France, le prolétariat italien reconnaît de plus en plus ses véritables défenseurs, le P.C.M.L.I. (1) qui dirige et organise les luttes dures actuellement menées contre l'Etat capitaliste monopoliste italien, et les grands bourgeois de la Fiat et de la Monte-Catini ainsi que contre le pilier principal de la bourgeoisie, les révisionnistes.

Ce puissant mouvement de la classe ouvrière italienne, ces puissantes manifestations sont partie intégrante de la grande lutte révolutionnaire que mènent les peuples du monde contre l'impérialisme, contre le capitalisme. Cette lutte ira en s'amplifiant encore, elle s'étendra et s'organisera de mieux en mieux dans les remous de la révolution prolétarienne, pour porter la juste cause de la classe ouvrière jusqu'au bout, jusqu'à la victoire, jusqu'au socialisme.

(1) P.C.M.L.I. : Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Italie (organe central : « Nuova Unità »).

UN CONGRÈS DANS LE VENT

« Quand mes adversaires m'applaudissent, je me demande toujours quelle faute j'ai pu commettre ». Bebel.

Cette citation s'applique fort bien au congrès de la C.G.T. qui vient de tenir ses assises au palais des sports de Vitry.

Tous les grands moyens d'information de la bourgeoisie sont mis à contribution pour chanter les louanges d'un « grand congrès » « sérieux » et « raisonnable » où la phraséologie « pseudo révolutionnaire » (dixit Séguy) n'est plus de mise, où un dosage savant de permanents et de militants révisos inconditionnels représentent officiellement la classe ouvrière de France.

Ce que nous annonçons dans une précédente édition sous le titre : « Le grain de sel d'un travailleur », c'est-à-dire la modification des statuts de la C.G.T. (article premier : conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat) a été votée à une « large majorité » c'est-à-dire supprimée purement et simplement.

Un délégué de l'I.N.S.E.E. au Congrès : Rolbard, s'est élevé contre ce sabotage et a dénoncé à la tribune la motion d'orientation générale proposée au congrès disant, entre autre, qu'elle « cédait aux utopies réformistes ».

Le plus pénible et humiliant des tableaux de cette comédie syndicale jouée pour la bourgeoisie sur le dos de la classe ouvrière est sans conteste d'intervention de Benoît Frachon, qui, prétendant parler au nom du passé glorieux de la C.G.T. et des disparus Monmousseaux et Racamond, apporte sa caution à une telle trahison.

La presse bourgeoise apprécie, unanime comme il convient, cette « rénovation » des principes, c'est-à-dire cette « révision moderne ».

Cet article du « Monde » se passe de commentaire.

UNE ORGANISATION DE CLASSE

Non content de rénover les textes de ses statuts, la C.G.T. veut aussi à donner à travers son congrès, une ima-

Dimanche 16 novembre, 500 jeunes paysans (à l'initiative de militants C.D.J.A. — la F.D.S.E.A. avait refusé de participer à cette action) ont fait prisonnier, aux cris de « Jacquou n'est pas mort », le ministre Guichard alors qu'il venait remettre des médailles, au Dresny, près de Pléssé, à des anciens combattants de la guerre colonialiste menée par la France en Algérie.

Cet arrogant ministre a été contraint de faire plus d'un kilomètre dans la boue jusqu'à une ferme, bien encadré et soumis tout au long du trajet à un feu roulant de questions accusatrices. Une fois à la ferme, il s'est vu assailli à nouveau de questions embarrassantes pour un représentant zélé de la bourgeoisie et des gros agrariens (cf. tract ci-joint).

Bien sûr, son escadron de gardes mobiles est venu le récupérer en chargeant les agriculteurs avec la crosse de leurs fusils, mais non sans que le ministre et les autorités venues à sa rescousse aient écopé en riposte force jets de mottes de fumier et d'œufs en pleine figure. Humiliant pour un ministre !

Avant de prendre l'avion qui le ramenait à Paris, Guichard a fait part de ses douloureuses impressions à la presse locale. Il s'est plaint que le dialogue n'ait pas été à sa convenance (« on a parlé de tout, sauf des problèmes agricoles » !). Car MM. les ministres veulent bien dialoguer avec les syndicats agricoles (F.N.S.E.A.-S.N.J.A.), mais refusent que les paysans travailleurs les contraignent à jeter le masque de leur criminelle politique.

Ces messieurs ne sont à l'aise que dans la démocratie bourgeoise, au Palais-Bourbon ou en réunion avec MM. Debatisse et de Cafarelli, ou bien encore derrière les grilles et les C.R.S. des préfectures. La démocratie des masses, la démocratie populaire (démocratie pour les masses exploitées, dictature contre les exploités), c'est inconvenant, inélegant et dangereux pour ces messieurs. L'avant-goût qu'ils en ont eu dimanche ne leur a vraiment pas plu, vu les menaces que ne cessent de proférer Chaban et Marcellin.

A la suite de cette action, le lundi 17, une douzaine de militants étaient l'objet de perquisitions et trois d'entre eux étaient arrêtés : François Le Gentilhomme, Jean Bréhéret et Jean Martin, tous trois militants C.D.J.A. de Loire-Atlantique.

Manifestement, le gouvernement a voulu faire un exemple, car, très certainement sur son ordre, la procédure judiciaire a été menée avec une promptitude surprenante quand on connaît les lenteurs de la bureaucratie juridique. Dès le mardi 18, les trois militants C.D.J.A. passaient en jugement après avoir été transférés à Saint-Nazaire et étaient condamnés sur le champ à deux mois de prison ferme pour avoir retenu le ministre un quart d'heure de trop !

Mais le gouvernement Chaban a soulevé une lourde pierre qui lui est déjà retombée sur les pieds. Car mardi (dès 4 heures du matin) des paysans ont commencé à se rassembler devant la préfecture de Nantes. En début d'après-midi, c'est 2 000 paysans (dont certains n'avaient pas hésité à venir de la Sarthe, des Charentes, etc.) qui s'y trouvaient, au grand dam de certains dirigeants F.D.S.E.A. qui s'employèrent à calmer leur colère et à les démobiliser, préconisant des petites actions dispersées dans la campagne (feux sur les routes, etc.).

Depuis les dirigeants nationaux de la F.N.S.E.A. (Debatisse) et C.N.J.A. (Simon) se sont empressés d'accourir à Nantes mercredi 19, affolés devant les développements considérables qu'à la suite de l'action magnifique de Pléssé, le mouvement de lutte des paysans de la région et de toute la France était en train de prendre. Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine !

Ils ont essayé de convaincre les militants paysans de la région qu'ils pouvaient, eux, obtenir la libération des trois emprisonnés, grâce à leurs appuis ministériels, mais à condition que les militants locaux s'emploient à ramener le calme parmi les petits paysans de la région. Cette manœuvre a été dénoncée par de nombreux militants paysans.

Mais cela n'a pas empêché Debatisse et l'état-major F.N.S.E.A. d'aller alerter le jeudi 20 ses compères Marcellin, Pléven et Duhamel de l'urgence nécessité d'une « mesure d'apaisement ». En même temps, les dirigeants F.N.S.E.A., tout en clamant bien fort leur « pleine solidarité », face à cette « intolérable provocation », leur « volonté de poursuivre toutes les actions nécessaires », leur « intransigeance », refusèrent de s'associer à la journée d'action prévue par le C.N.J.A. pour le lundi 24.

Cependant la solidarité s'organisait entre paysans et étudiants progressistes. Le vendredi à la fac des Lettres (dont certaines sections sont en grève) un meeting de solidarité avec les paysans se déroula, réunissant un millier d'étudiants et avec la participation de militants paysans, en vue de la préparation de la manifestation du samedi 22 novembre, à laquelle avaient appelé la F.D.S.E.A., le C.D.J.A. et la C.F.D.T., F.O. et la C.G.T.

qui étaient acculés au moins à prendre position.

Le samedi matin intervenait l'annonce de la transformation de la peine des trois agriculteurs en quatre mois de prison avec sursis. Les dirigeants avaient enfin leur mesure d'apaisement !

L'après-midi, près de 10 000 personnes se rassemblaient devant le Palais de Justice. La participation des étudiants était très importante (1 500 à 2 000) — avec des drapeaux rouges (que des pontes F.D.S.E.A., affolés, essayèrent en vain, de faire enlever).

La participation ouvrière fut maigre. Pas question que les bonzes C.G.T. mobilisent les ouvriers aux côtés des paysans, trop effrayés qu'ils sont de voir se retrouver dans la rue les ouvriers avec des paysans et des étudiants aussi résolus.

Malgré les discours démobilisateurs de tous les syndicats (aucun n'a dénoncé la manœuvre que constituait la commutation de la peine de deux mois ferme à quatre mois avec sursis), la foule se mit en marche en reprenant les mots d'ordre lancés par les étudiants (« A bas l'Etat policier ! », « Ce n'est qu'un début... ») et en laissant de côté le mot d'ordre cégétiste de « Libertés syndicales ».

Quelles leçons peut-on tirer de cette semaine de luttes ?

1. Tout d'abord que le mouvement de masse des petits paysans a fait un bond en avant considérable non seulement dans la région, mais aussi dans toute la France, comme le prouvent les actions qui s'engagent un peu partout.

— La mobilisation est peut-être la plus profonde qu'on ait jamais vue ici.

— Les méthodes de lutte des paysans rompent avec ce que préconisent les dirigeants F.N.S.E.A. et rejoignent les méthodes de lutte avec lesquelles la classe ouvrière a renoué en mai 1968. (Pour les paysans qui étaient à Pléssé, enlever Guichard équivalait à séquestrer des patrons.) Ces méthodes de lutte se généralisent dans toute la France (Quimper, Bas-Rhin, Meurthe-et-Moselle, etc.).

— Les dirigeants F.N.S.E.A. se sont démasqués comme ils ne l'avaient encore jamais fait.

2. Le capitalisme est de plus en plus clairement dénoncé comme le véritable ennemi de la paysannerie pauvre et moyenne.

3. Il semble bien actuellement qu'une scission soit inévitable au sein du syndicalisme agricole. Dans l'Ouest, en particulier, la scission se prépare parmi les paysans travailleurs contre les gros agrariens.

4. L'idée d'une alliance avec la classe ouvrière et d'une lutte commune avec elle pour le socialisme rencontre un écho grandissant chez les paysans qui vivent de leur seul travail.

Vive la lutte des petits paysans contre le capitalisme qui les mène à la ruine, avec l'aide des pontes de la F.N.S.E.A. !

Unité ouvriers-paysans-étudiants dans la lutte !

TRACT DISTRIBUE A LA MANIFESTATION DU DRESNY-PLESSE

LES MINISTRES PARADENT... alors que nous, PAYSANS, OUVRIERS, COMMERCANTS SOMMES LES VICTIMES DE LEUR POLITIQUE !

Pendant la campagne électorale, on nous avait promis beaucoup, mais qu'en est-il ?...

Le crédit :

Le blocage des prêts nous enlève nos outils de travail.

Les spéculateurs ont ruiné le pays et on leur laisse entière liberté (refus de l'amendement Souchal), mais on demande aux travailleurs, de l'agriculture, de l'industrie, du commerce... de faire des « sacrifices » !

On ne prêtera plus qu'à ceux qui auront les « reins » solides...

Au nom de la « compétitivité », voilà comment dans un système libéral, on élimine ceux qui n'ont que leur travail, pour que s'enrichisse une minorité !

Les agents fonciers et immobiliers vont pouvoir prendre nos terres pour en faire des « chasses gardées » ou des forêts...

L'emploi :

Les agriculteurs doivent partir... Mais, pour aller où ?

Dites-le nous M. le Ministre ?

— Lulu va quitter Nantes...

— On débauche à Saint-Nazaire...

Votre politique crée le chômage.

Le remboursement :

Faute de crédits, on arrête les travaux en cours (Guenroët). Et pourtant, nous sommes en « zone de rénovation rurale » ! La loi de finances 1969 prévoit une diminution de 13,50 % des crédits au remboursement...

L'appauvrissement de l'agriculture = l'asphyxie de notre région.

(Plus d'artisanat, plus de commerce, etc.).

En faut-il davantage pour montrer que toutes ces promesses n'étaient que du « vent » ?

On laisse faire pour favoriser les « gros propriétaires » et leurs « valets » !

Nous n'acceptons pas cette politique, ça ne peut plus durer !...

Les agriculteurs du secteur.

## UNITÉ

## AVEC LE COMBAT PAYSAN !



Le baron de Nansac Guichard aux prises avec les nouveaux Jacquou...



Les femmes de paysans manifestent contre les plans de misère du capital monopoleur



Lundi 24 novembre Un des paysans libérés, Jean Breheret, s'adresse à la foule



Les paysans manifestent devant le palais de justice de Rennes

# JACQUOU N'EST PAS MORT !